



Rapport d'activité



maine-et-loire.fr

 Département de Maine-et-Loire

DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE

anjou



Interview croisée

entre Florence Dabin, Présidente du Département et Florent Poitevin, Directeur général des services, à propos de la stratégie du Département pour le sport pour tous.

L'année 2024 fut celle des Jeux olympiques de Paris 2024, et donc du sport, comment s'est associé le Département ?

Florence Dabin :

Le Département de Maine-et-Loire est un des plus sportifs de France, en nombre de licenciés par habitant, en infrastructures et en clubs de première division. Le Département à l'occasion des Jeux olympiques de Paris 2024 a lancé une stratégie « Anjou, Terre d'excellence » autour de trois axes : le sport santé, le sport élite, le sport pour tous. Nous avons créé une Team Anjou de 24 athlètes et para athlètes, des manifestations de promotion du sport pour les collégiens, pour les séniors, pour les personnes en situation de handicap. Le passage de la flamme a été l'évènement majeur avec sept sites traversés, sept villages d'initiation, une ambiance festive, conviviale pour soutenir nos athlètes avec près de 100 000 participants.

L'année olympique a-t-elle généré des initiatives sportives au sein des services, la pratique sportive est-elle un atout au sein de la collectivité ?

Florent Poitevin :

Le Département a proposé le programme d'activités sportives

« Cet été, on s'enflamme ! ». Ce programme estival a offert aux collaborateurs et collaboratrices l'occasion de pratiquer 150 activités sport et handisport, sur le temps du midi de juin à septembre 2024. La « Team Agents », composée de vingt collègues sportifs volontaires, a permis l'entraînement et la mobilisation des équipes. Ce fut une réussite ! Près de 300 agents du Département se sont inscrits et ont participé aux sessions de course à pied, renforcement musculaire, yoga, vélo, mölkky, pétanque, ping-pong, etc. Un été riche d'efforts, mais aussi de moments conviviaux et sportifs ! Ce fut l'occasion pour les participants de se remettre au sport ou de poursuivre une activité sportive lors de la pause déjeuner, tout en rencontrant des agents des autres services. Une initiative qui a permis de bouger et de renforcer le lien au sein de la collectivité.

Quelles sont les actions mises en place par le Département pour favoriser la pratique sportive et rendre le sport accessible à tous et partout ?

Florence Dabin :

Nous avons souhaité mettre en lumière de nombreuses activités sportives, d'abord à destination de nos publics, en proposant de nombreuses découvertes pour

nos collégiens. Nos sportifs de la Team Anjou se sont mobilisés pour leur passion, pour leur discipline, présentant leur lieu d'entraînement, les efforts pour atteindre l'excellence, leur capacité à traverser les difficultés et à surmonter les échecs.

Nous avons aussi proposé d'accompagner des équipements sportifs de proximité avec l'aide aux communes. Ce sont des dizaines de city stades qui ont été construites et qui profitent à des milliers d'habitants.

Nous avons lancé des actions pour favoriser la pratique sportive pour les séniors pour conserver leur capacité physique, mais aussi pour faciliter l'accès des personnes en situation de handicap avec le « Forum Les Accessibles » et faciliter l'inscription dans les clubs.

Le Département promeut fortement le sport féminin en assurant la même aide aux clubs masculins et féminins. L'Ufab 49, notre club de basket féminin fait figure d'étendard et porte de belles valeurs que nous souhaitons promouvoir. Nos ambassadrices, Amandine Brossier ou la para nageuse Claire Supiot, sont des icônes du sport en Maine-et-Loire et ont utilisé leur notoriété pour promouvoir la pratique sportive.

Le sport en Anjou, partout et pour tous

La politique sportive du Département de Maine-et-Loire a été confortée ces 3 dernières années par la dynamique des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Trois axes forts de la stratégie départementale olympique ont été mis en œuvre depuis 2022 : « soutenir le sport de haut niveau », « promouvoir le sport pour toutes et tous, partout » et « faire vibrer nos habitants autour des Jeux olympiques et paralympiques ».

Ces orientations s'entrecroisent avec celles du mouvement sportif particulièrement préoccupé par les difficultés d'accessibilité du sport aux personnes en situation de handicap, l'état des équipements sportifs et le déficit d'engagement des bénévoles.

Soutenir le sport de haut niveau est un axe d'attractivité qui se traduit par l'accompagnement de la performance et du tissu professionnel sportif.

Promouvoir le sport pour toutes et tous, partout est un choix ambitieux qui contribue à une

politique globale de santé physique et mentale, en rendant accessible le sport sur tous les territoires, quelle que soit sa capacité physique.

Cette dynamique départementale a indéniablement conforté la visibilité du Département et le rayonnement du territoire.

Les interventions ont aussi renforcé la complémentarité entre les politiques publiques départementales et la transversalité entre directions, particulièrement entre les directions Éducation jeunesse, Enfance famille, Action sociale territoriale, Maison départementale de l'autonomie, à travers des opérations sportives en faveur des publics fragilisés.

Le rapprochement s'est également opéré avec l'ensemble des directions de la collectivité par des actions menées notamment avec la communication et les ressources humaines au bénéfice de tous les professionnels, dans le cadre du développement de la marque employeur et de l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail.



SOMMAIRE

Le Département... ... en chiffres

PAGE 6

2024... ... en images

PAGE 7

Assemblée départementale, organigramme des services

PAGE 8

Partie 1

Biodiversité et transition énergétique

PAGE 11

- 12 Réussir la transition écologique et énergétique
- 15 Agir pour une eau et une alimentation de qualité

Partie 2

Culture, éducation et jeunesse

PAGE 16

- 17 Accompagner la jeunesse pour une réussite éducative et sportive
- 18 Renforcer la culture et le patrimoine comme vecteur de lien social

Partie 3

Famille, santé et autonomie

PAGE 20

- 21 Protéger les enfants et garantir leur avenir, accompagner les familles
- 22 Agir pour bien vieillir et mieux vivre son handicap

Partie 4

Bien-être et attractivité

PAGE 24

- 25 Accompagner les plus précaires vers l'emploi et le logement
- 27 Promouvoir l'attractivité et l'équilibre du territoire

Partie 5

Vie au sein de la collectivité

PAGE 30

- 31 Optimiser l'usage de l'argent public et renforcer le suivi et l'accompagnement des satellites départementaux
- 32 Soutenir nos agents, accompagner la transition numérique de l'administration et la montée en qualité du service public

Partie 6

Famille départementale

PAGE 36

Partie 7

Informations financières

PAGE 44

Le Département en chiffres



Île de Béhuard

© Sébastien Gaudard pour Anjou Tourisme

2024... en images



Janvier

Festival Premiers Plans d'Angers



Février

Les Entretiens littéraires de la Collégiale
Le lancement de la stratégie d'attractivité « Anjou, la force de la douceur » (photo)



Mars

Printemps de Terra Botanica
Résonances Saint-Martin (photo)
Journée mondiale de l'eau
Carnet d'Anjou - Mémoires industrielles



Avril

Les Z'éclectiques à la Collégiale Saint-Martin (photo)
Cadre Noir de Saumur



Août

Saison d'été au château du Plessis-Macé



Juillet

Spectacle nocturne « À la nuit tombée » au Château du Plessis-Macé



Juin

Festival d'Anjou
Fête du vélo en Anjou (photo)
Bien bouger bien vieillir en Anjou



Mai

Passage de la flamme olympique Parc Départemental de l'Isle Briand



Septembre

Forum Les Accessibles (photo)
Journées européennes du patrimoine
Exposition « Profondeurs » à la Collégiale Saint-Martin



Octobre

Mondial du Lion (photo)
Octobre rose



Novembre

Les Assises des Départements de France (photo)
Le mois du film documentaire
Remise des diplômes des enfants confiés
Duo Day



Décembre

Open In Arte Angers Loire - tournoi international de tennis féminin
Angers BD (photo)

L'assemblée départementale



21 CANTONS
42 ÉLUS



© Manon Guéry

Florence DABIN

Présidente du Conseil départemental

La commission permanente

Vice-présidents

Philippe CHALOPIN
Marie-Jo HAMARD
Jean-François RAIMBAULT
Régine BRICHET
Gilles PITON
Françoise DAMAS
Xavier TESTARD
Marie-Pierre MARTIN
Yann SEMLER-COLLERY
Roselyne BIENVENU
Gilles LEROY
Marie-Paule CHESNEAU

Membres

Gilles GRIMAUD
Véronique GOUKASSOW
Guy BERTIN
Véronique MAILLET
Nooruddine MUHAMMAD
Natacha POUPET-BOURDOULEIX
Franck POQUIN
Corinne BOURCIER
Richard CESBRON
Jean-Luc ROTUREAU
Brigitte GUGLIELMI
Bruno CHEPTOU
Jocelyne MARTIN

Les commissions thématiques



Agir pour bien vieillir et mieux vivre son handicap

Commission Autonomie

Co-présidée par Jean-François RAIMBAULT,

Vice-président en charge du bien vieillir
et **Marie-Pierre MARTIN,** Vice-présidente
en charge du mieux vivre son handicap

Natacha POUPET-BOURDOULEIX,

conseillère déléguée aux personnes âgées

Richard YVON + Julien GUILLANT +

Florence LUCAS + Bruno CHEPTOU



Protéger les enfants et garantir leur avenir, accompagner les familles

Commission Santé, enfance, famille

Co-présidée par Françoise DAMAS, Vice-
présidente en charge de la protection de
l'enfance

et **Marie-Paule CHESNEAU,**

Vice-présidente en charge de la prévention

Roselyne BIENVENU, Vice-présidente
en charge de l'égalité sociale et l'inclusion

Richard YVON + Corinne BOURCIER +

Yann SEMLER-COLLERY + Bruno CHEPTOU



Accompagner les plus précaires vers l'emploi et le logement

Commission Insertion, habitat, logement

Présidée par Gilles LEROY, Vice-président en
charge de l'insertion, de l'habitat, du logement
et de la politique de la ville

Nooruddine MUHAMMAD, conseiller délégué
à l'insertion

Richard CESBRON + Aline BRAY +

Alain MAINGOT + Sophie LEBEAUPIN +

Jocelyne MARTIN



Accompagner la jeunesse pour une réussite éducative et sportive

Commission Réussite éducative et sportive

Présidée par Régine BRICHET,

Vice-présidente en charge de la réussite
éducative et sportive

Gilles GRIMAUD, conseiller délégué aux sports

Véronique MAILLET, conseillère déléguée à
la lutte et la prévention contre le harcèlement
scolaire

Jeanne BEHRE-ROBINSON, conseillère
chargée de la lutte contre le décrochage
scolaire

Richard CESBRON + Isabelle DEVAUX +

Jean-Luc ROTUREAU + Vincent GUIBERT



Renforcer la culture et le patrimoine comme vecteur de lien social

Commission Culture et patrimoine

Présidée par Yann SEMLER-COLLERY,

Vice-président en charge de la culture et du
patrimoine

Françoise DAMAS + Roselyne BIENVENU +

Gilles LEROY + Emmanuel CAPUS +

Jean-Luc ROTUREAU + Vincent GUIBERT



Promouvoir l'attractivité et l'équilibre du territoire

Commission Attractivité et équilibre
territorial

Présidée par Gilles PITON, Vice-président
en charge de l'attractivité et de l'équilibre
territorial

Véronique GOUKASSOW, conseillère déléguée
au tourisme durable

Guy BERTIN, conseiller délégué au tourisme et
à l'accompagnement numérique des territoires

Patrice BRAULT, conseiller chargé des
mobilités douces

Philippe CHALOPIN + Didier ROUSSEAU +

Corinne BOURCIER + Aglaé DE BEAUREGARD +

Sophie LEBEAUPIN + Gilles GRIMAUD +

Jocelyne MARTIN + Gregory BLANC



Réussir la transition écologique et énergétique, agir pour une eau et une alimentation de qualité

Commission Transition écologique

Présidée par Marie-Jo HAMARD,

Vice-présidente en charge de la transition
écologique

Franck POQUIN, conseiller délégué à
l'agriculture et à l'alimentation

Guy BERTIN + Jean-François RAIMBAULT +
Aglaé DE BEAUREGARD + Aline BRAY + Didier
ROUSSEAU + Brigitte GUGLIELMI



Soutenir nos agents, accompagner la transition numérique de l'administration et la montée en qualité du service public

Commission Ressources et qualité
du service public

Présidée par Xavier TESTARD,

Vice-président en charge des ressources et de
la qualité du service public

Odile CORBIN-MAGDA + Patrice BRAULT +

Jean-François RAIMBAULT + Brigitte

GUGLIELMI + Julien GUILLANT



Optimiser l'usage de l'argent public et renforcer le suivi et l'accompagnement des satellites départementaux

Commission Finances

Présidée par Philippe CHALOPIN,

1^{er} Vice-président en charge du tourisme
et du numérique

Florence DABIN + Jean-François RAIMBAULT +

Marie-Pierre MARTIN + Françoise DAMAS +

Marie-Paule CHESNEAU + Gilles LEROY +

Régine BRICHET + Yann SEMLER-COLLERY +

Gilles PITON + Marie-Jo HAMARD + Xavier

TESTARD + Roselyne BIENVENU + Véronique

MAILLET + Emmanuel CAPUS + Nooruddine

MUHAMMAD + Aline BRAY + Jean-Luc

ROTUREAU + Brigitte GUGLIELMI + Bruno

CHEPTOU



Gilles GRIMAUD, Marie-Jo HAMARD *Vice-présidente*, Régine BRICHET, Nooruddine MUHAMMAD, Philippe CHALOPIN, Marie-Pierre MARTIN *1^{er} Vice-président*, Marie-Paule CHESNEAU, Alain MAINGOT *Vice-présidente*, Alain BRAY, Gilles PITON *Vice-président*, Guy BERTIN, Isabelle DEVAUX, Corinne BOURCIER, Gilles LEROY *Vice-président*, Odile CORBIN-MAGDA, Yann SEMLER-COLLERY, Françoise DAMAS, Didier ROUSSEAU *Vice-présidente*, Aglaé DE BEAUREGARD, Richard CESBRON, Natacha POUPET-BOURDOULEIX, Xavier TESTARD *Vice-président*, Patrice BRAULT, Florence DABIN *Présidente*, Brigitte GUGLIELMI, Vincent GUIBERT, Bruno CHEPTOU, Jocelyne MARTIN, Jeanne BEHRE-ROBINSON, Jean-François RAIMBAULT *Vice-président*, Julien GUILLANT, Véronique GOUKASSOW, Roselyne BIENVENU, Emmanuel CAPUS, Sophie LEBEAUPIN, Franck POQUIN, Véronique MAILLET, Richard YVON, Gregory BLANC, Elodie JEANNETEAU.

LES 7 CANTONS D'ANGERS



Florence LUCAS, Jean-Luc ROTUREAU, Jeanne BEHRE-ROBINSON, Jean-François RAIMBAULT *Vice-président*, Roselyne BIENVENU, Emmanuel CAPUS, Sophie LEBEAUPIN, Franck POQUIN, Véronique MAILLET, Richard YVON, Gregory BLANC, Elodie JEANNETEAU.

L'organigramme des services

Au 1^{er} septembre 2024



Partie 1

Biodiversité et transition énergétique



Chevaux tarpan - ENS de Boudré



« SENSIBILISER À LA BIODIVERSITÉ,
C'EST MON MÉTIER ! »

Sandra



Technicienne environnement et paysage

RÉUSSIR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

LA COLLECTIVITÉ ET L'ÉCOLOGIE

Label employeur Pro-vélo niveau Or

Le Label Pro-vélo valorise les actions mises en place à Angers (Hôtel du Département et cité administrative) en faveur de la mobilité douce. La démarche collective et structurée s'est déroulée sur près d'une année en 2024. Grâce au respect de 8 critères obligatoires (comme l'élaboration d'une stratégie de mobilité vélo, l'installation et l'amélioration des espaces de stationnement pour les vélos, etc.) et l'atteinte de près de 85 % des critères facultatifs. La collectivité bénéficie pour 3 ans du label niveau Or.

Charte des écoévénements

Pour diminuer l'impact des événements organisés par les services du Département, une démarche interservices d'amélioration continue a vu le jour en 2023. Le groupe de travail ainsi formé, composé de 7 directions et plusieurs satellites, a co-construit et proposé en 2024 une charte écoévénements pour les événements portés en interne. L'expérimentation a été validée et lancée pour 3 événements en 2025 : la Fête de la biodiversité, le Festival d'Anjou et le Mondial du Lion.

Budget vert

Le budget vert est une évaluation environnementale du budget de la collectivité, qui vise à qualifier les impacts sur l'environnement de chacune des dépenses. Intégré à la loi de finances 2024, il est devenu obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants à partir du compte administratif 2024. Pour faire du budget vert un outil au service de la décision politique, le Département a pris l'initiative d'agir sur les 3 enjeux :

- atténuation du changement climatique,

- adaptation au changement climatique,
- et préservation de la biodiversité.

ACTIONS COURANTES ■

80 % des commandes de nourriture des collèges sont faites chez des fournisseurs implantés en Maine-et-Loire ■ 69 % des produits éligibles EGalim (loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et une alimentation saine et durable) achetés par les collèges sont faits sur la plateforme Approlocal ■ Co-financement d'une étude sur les orientations de production de biogaz à l'horizon 2035 (collectif Cap Métha 49) ■ Création du réseau départemental « Projets alimentaires territoriaux » sur l'alimentation ■

À RETENIR !

21

collèges ont passé commande sur Approlocal en 2024 (+11 par rapport à 2023)

43

structures engagées dans la charte départementale des projets d'énergies renouvelables à gouvernance locale

1,92 M€

participation du Département à l'augmentation du capital de la SEM Alter Énergies

AIDES POUR L'AGRICULTURE

Accompagnement des agriculteurs en difficulté

Les associations Reagir 49 et Solidarité Paysans Maine-et-Loire agissent pour venir en aide aux agriculteurs en grande difficulté financière. Elles accompagnent les agriculteurs en réalisant des diagnostics, accompagnés d'un plan d'action. Le Département a renouvelé son soutien à ces démarches d'accompagnements en accordant à ces 2 organismes une subvention totale de 30 000 €, leur permettant d'accompagner plus de cinquante agriculteurs en difficulté.

Aide à la transformation et à la commercialisation de produits à la ferme

Grâce à l'aide apportée aux agriculteurs pour la transformation et la vente directe des produits agricoles, le Département souhaite accroître la valeur ajoutée et la qualité au sein des exploitations agricoles du Maine-et-Loire et ainsi assurer le maintien de l'activité agricole et de la diversité des productions sur l'ensemble de son territoire rural. Il vise aussi à développer les circuits courts de proximité sur le Maine-et-Loire. Cette aide s'effectue sous couvert d'une convention signée avec la Région des Pays de la Loire. Elle entre dans le cadre de la mise en œuvre du programme de développement rural régional (FEADER). Onze dossiers de création d'ateliers de transformation ou de vente directe ont ainsi pu être soutenus, pour un montant d'aide global accordé de 135 990 €.

Soutien à la chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Le Département soutient financièrement la Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire, qui représente les exploitants agricoles, mais aussi les propriétaires, les salariés et les mutualités, coopératives, crédits et syndicats à vocation générale, et qui accompagne les exploitants agricoles dans leur développement.

L'aide départementale, d'un montant de 250 000 €, a pour but de financer des actions en lien avec le changement climatique, notamment l'agroforesterie ou la gestion quantitative de l'eau, la biodiversité avec des actions en faveur des Espaces naturels sensibles et l'alimentation avec la valorisation des produits locaux ou bien encore le développement de l'agriculture biologique.

ACTIONS COURANTES ■

Soutien à la Fédération départementale des groupements de défense sanitaire pour la lutte contre la maladie des muqueuses et la para-tuberculose ■ Soutien à l'association Solaal qui facilite l'organisation des dons des entreprises agricoles en faveur des associations d'aide alimentaire ■ Participation au Salon International de l'Agriculture à Paris ■

À RETENIR !

50 700 €

accordés pour le soutien aux comices agricoles, aux Syndicats d'éleveurs et aux festivals

586 040 €

de subventions pour 41 dossiers en faveur des organismes agricoles (y compris la Chambre d'agriculture)

GESTION DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL DU BASSIN DE LA MAINE

Continuités écologiques sur les barrages de Sautré et La Roussière (rivière Mayenne)

Les ouvrages situés sur la Mayenne doivent faire l'objet d'une mise en conformité pour assurer la continuité écologique (transport suffisant des sédiments et circulation des poissons migrateurs). À l'occasion des écourues 2024 sur la Mayenne, des travaux de construction de passes à poissons ont débuté sur les barrages de Sautré et La Roussière pour un montant de 900 k€ HT subventionnés à hauteur de 80 % par la Région des Pays de la Loire et l'Agence de l'eau régionale.

Travaux d'entretien des clapets du Seuil en Maine

Lors de la mise à sec du clapet n° 1 en 2023, l'inspection a montré que le clapet, bien qu'en bon état général, nécessitait des travaux d'entretien. Le clapet n° 1 a donc été déposé en août 2024 pour un transport en atelier, afin d'effectuer un décapage par sablage, une reprise partielle des zones corrodées et une remise complète en peinture. Le coût de l'opération est de 350 k€. Il est prévu de traiter de la même manière les clapets 2 à 4 les années suivantes.

Travaux de restauration et plantation de la ripisylve de la Sarthe aval

Le secteur de la Sarthe aval est dépourvu de ripisylve (formation végétale en bords de cours d'eau) sur près de 70 % de son linéaire (85 % sur la commune de Briollay). Ces dégradations, liées autrefois à une forte activité de pâturage et plus récemment à un entretien excessif des berges, présentent diverses problématiques : réchauffement accru des eaux, forte érosion des berges, faible biodiversité floristique, piscicole et de l'avifaune, fort développement de certaines espèces invasives, paysages peu attractifs.

Afin de remédier à ces problématiques, le Département a réalisé une opération de plantation de ripisylve en haut de berge sur 350 m linéaires en amont du bourg de Vérigné. Cette opération a été menée en partenariat avec le lycée du Fresne.

ACTIONS COURANTES ■

Gestion des écourues (abaissement du niveau de l'eau) de la rivière Mayenne ■ Entretien des écluses, ouvrages et maisons éclusières ■ Entretien de 30 km de ripisylve - Réfections de berges ■ Travaux de dragage ■ Lutte contre les espèces exotiques envahissantes ■



Écluse de La Roussière sur la Mayenne

GESTION DES ESPACES NATURELS SENSIBLES

Restauration de la lande de l'ENS de Boudré

L'ancien hippodrome de l'ENS de Boudré est devenu aujourd'hui un milieu naturel riche présentant un grand intérêt pour la biodiversité. Une lande s'y développe et abrite une multitude d'espèces végétales et animales, pour certaines protégées. Des oiseaux comme l'Engoulevent d'Europe, la Fauvette pitchou ou l'Alouette lulu dépendent de ce milieu. Pour éviter de voir disparaître ces espèces typiques des landes, le Département y mène une gestion spécifique. En mars 2024, d'importantes coupes de pins ont été réalisées par l'Office national des forêts (ONF), tout en conservant les feuillus déjà présents. La totalité des arbres coupés a été valorisée par l'ONF. Les jeunes pousses de résineux ont été débroussaillées ou arrachées par une entreprise d'insertion. Une fois cette remise en état effectuée, l'entretien de ces 17 hectares de landes a été confié à de grands herbivores. Ainsi, des chevaux tarpans de Bilgoraj sont arrivés au mois d'avril 2024. Issus d'une souche sauvage et rustique, ces chevaux vivent en autonomie en se nourrissant exclusivement des végétaux de l'hippodrome. En les consommant, ils participent au maintien de la lande et contribuent

à la préservation de la biodiversité de ce site. De plus, le plan de gestion de cet ENS a été réécrit en 2024.

Création d'un réseau Anjou ENS

Le 15 octobre 2024, plus de cinquante acteurs des espaces naturels sensibles de l'Anjou (élus, techniciens, partenaires techniques, associations naturalistes...) se sont réunis à Mûrs-Erigné pour la première rencontre du réseau Anjou ENS. Après un rappel de la politique ENS du Département, la matinée s'est poursuivie autour d'une table ronde dont le sujet portait sur « comment concilier accueil du public et préservation de la biodiversité ». Cette première rencontre riche en échanges a permis de rassembler, fédérer et renforcer le travail entre tous les acteurs.

Suivi des plantes invasives le long des bords de route

Parmi les 85 plantes invasives répertoriées dans la liste des Pays de la Loire, 63 plantes sont présentes en Anjou. Le Département de Maine-et-Loire a décidé de se saisir de cet enjeu, en intervenant sur 4 espèces prioritaires qui se développent le long des routes départementales : l'Ailanthé, la Renouée du Japon, l'Herbe de la pampa et l'Ambroisie. À ce jour, 254 foyers plus ou moins

importants de ces plantes ont été répertoriés le long des routes, ce qui représente un linéaire cumulé de plus de 12 km. Depuis 2013, près de 50 chantiers d'expérimentations ont été menés pour lutter contre le développement de ces invasives. Le suivi effectué en 2024 sur ces chantiers démontre que sur 50 % des foyers, les plantes ne sont plus visibles.

ACTIONS COURANTES ■

Poursuite de la mise en œuvre des plans de gestion sur les ENS et les périmètres de protection rapprochée des captages d'eau ■ Création de 3 nouvelles zones de préemption au titre des ENS dont une zone créée au bénéfice du Département ■ Poursuite des actions de sensibilisation : les Rendez-vous nature en Anjou, le parcours collège « À la découverte des ENS », la fête de la biodiversité, le prêt gratuit d'expositions temporaires... ■



fête de la biodiversité

À RETENIR !

1,3 M€

d'aides accordées en 2024

34 000

visiteurs par an sur le site internet dédié aux actions ENS du Département

2430

chauves-souris (murins à oreilles échanrées) comptabilisées sur l'ENS de l'Isle Briand

220

mares restaurées ou créées depuis 2022

AGIR POUR UNE EAU ET UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ

PILOTAGE DE LA RESSOURCE EN EAU

Suivi et animation du schéma départemental de gestion de la ressource en eau

Dans le cadre du Schéma départemental de gestion de la ressource en eau (SDGRE) 2022-2028, mené en co-pilotage avec les services de l'État et en concertation avec l'ensemble des acteurs de l'eau du territoire, 29 structures sont engagées pour sa mise en œuvre. En 2024, un comité technique et 6 groupes de travail ont été organisés et animés par le Département sur des thématiques telles que la protection des milieux, le ralentissement du cycle terrestre de l'eau et la sobriété de tous les usages.

Lancement de l'étude de dépendance des principaux usages de l'eau à la Loire

Le Département porte une étude de dépendance des principaux usages de l'eau, au fleuve Loire, dans le contexte de changement climatique, pour la mise en œuvre de l'axe 6 « Substitution de la ressource » de son Schéma départemental de gestion de la ressource en eau.

Cette étude vise à appréhender la vulnérabilité du territoire afin de mieux l'adapter à la baisse d'accessibilité quantitative et qualitative de la ressource en eau. Véritable travail de concertation avec l'ensemble des acteurs de l'eau, elle permettra de sensibiliser les acteurs et les usagers à cette problématique en fournissant un



Les Rosiers-sur-Loire

© Sébastien Caudard pour Anjou Tourisme

socle commun sur lequel s'appuyer pour anticiper les besoins futurs, tout en intégrant la diminution des ressources.

Ensuite, un programme d'actions sera co-élaboré, afin que chacun identifie une ou plusieurs actions d'économie d'eau à mettre en place et l'étude servira à l'actualisation du Schéma départemental d'alimentation en eau potable (SDAEP).

Suivi de projets de gestion durable des eaux pluviales

Des travaux ont été menés par le Département pour des projets de gestion durable des eaux pluviales dans les collèges, notamment pour le nouvel établissement à Beaupréau et pour l'extension du collège de Thouarcé. L'infiltration directe de l'eau pluviale au niveau des cours de récréation permet de protéger l'environnement (recharge des nappes), mais également d'apporter de la fraîcheur aux élèves lors des épisodes de chaleur (îlots de fraîcheur).

À RETENIR!

580

visites de stations d'épurations et de réseaux d'assainissement

135 990 €

de subventions accordés pour 11 dossiers de demande d'aide « Transformation à la Ferme »

6,1 M€

de subventions pour l'assainissement attribués

ACTIONS COURANTES ■ Assistance technique aux collectivités dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et de la gestion des eaux pluviales ■ Suivi de la qualité des cours d'eau et des ressources en eau souterraine ■ Organisation de journées techniques et animation de réseaux d'acteurs ■ Accompagnement financier d'événements et de manifestations en lien avec l'activité agricole du territoire ■

Partie 2

Culture, éducation et jeunesse



Passage du relais de la Flamme olympique à Saint-Florent-du-Vieil



« RENDRE ACCESSIBLE
LA CULTURE,
C'EST MON MÉTIER! »

Anne


Médiatrice culturelle

ACCOMPAGNER LA JEUNESSE POUR UNE RÉUSSITE ÉDUCATIVE ET SPORTIVE

ACCOMPAGNEMENT AU BIEN-ÊTRE

Élaboration de deux parcours de formation en restauration

Dans un contexte où les métiers de la restauration sont en tension et dans un souci de valoriser les agents des collèges, le Département a mené un projet de montée en compétence des agents sur les postes d'aide de cuisine, d'une part, et de second de cuisine, d'autre part.

Ainsi, une collaboration menée tout au long de l'année avec la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) d'Angers a permis d'aboutir à la réalisation de 2 parcours de formation en restauration alliant connaissances théoriques et mise en pratique, pour former 20 personnes.

Passage du relais de la Flamme olympique le 28 mai 2024 en Maine-et-Loire

Le Département s'est engagé dans l'accueil de cet événement exceptionnel qui a marqué le début des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Traversant 7 communes de Baugé-en-Anjou à Montsoreau, Le Lion d'Angers ; Chaufefonds-sur-Layon ; La Romagne ; Saint-Florent-le-Vieil et enfin, Angers, cette journée olympique a fédéré le territoire en organisant 28 heures d'animations sportives et culturelles.

Plan numérique des collèges

Le Plan numérique 2017-2024 a permis un rattrapage significatif des équipements numériques dans les collèges de Maine-et-Loire.

La fibre optique a été déployée sur l'ensemble des collèges publics et des bornes WiFi permettent un accès à l'internet haut débit. Un data center installé dans le Maine-et-Loire permet la sécurisation de l'ensemble du réseau et la maintenance centralisée des postes.

Les 50 collèges publics ont été dotés d'infrastructures et de matériel informatique, et les 42 collèges privés ont reçu une dotation équivalente en matériel informatique.

Le ratio moyen d'équipement dans les collèges publics est désormais de 3,3 élèves par poste, satisfaisant par rapport au ratio national de 3 élèves par poste.

Renaturation des cours de récréation

Les travaux de renaturation de 4 cours de collèges ont été engagés : Vallée du Loir à Seiches-sur-le-Loir, François Truffaut à Longué-Jumelles, François Rabelais et Félix Landreau à Angers, à hauteur de 872 000 €. Fin des travaux début 2025.

Plan de maîtrise des énergies

Le déploiement du plan de maîtrise des énergies s'est poursuivi à hauteur de 2,8 M€. La géothermie au collège Clément Janequin à Avrillé (965 k€) a été mise en place en 2024.

Collège de Beaupréau- en-Mauges

L'année 2024 a permis de finaliser la procédure de concours de maîtrise d'œuvre pour le projet de nouveau collège sur la commune de Beaupréau-en-Mauges. Le projet de l'équipe conduite par l'Atelier Loyer (35) a été désigné lauréat et s'est vu confier la conception du collège. Les études de conception ont ainsi été conduites aboutissant au dépôt de la demande de permis de construire.



© Bertrand Béchard

Collège Les Fontaines

À RETENIR !

8 577

interventions de dépannage
dans les collèges

100 000

spectateurs du Relais
de la flamme olympique
le 28 mai 2024

2,46 M

de repas produits
par les collèges publics

ACTIONS COURANTES ■ Gestion de 550 personnels techniques travaillant au sein de collèges ■ Acquisition de matériel d'entretien ergonomique pour les agents d'entretien polyvalents dans les collèges ■ Acquisition et renouvellement des matériels de cuisine ■ Équipement des collèges publics : les enseignants ont accès à un centre de logiciels comprenant plus de 200 applications ■ Conception et développement d'une offre éducative départementale gratuite pour les 43 000 collégiens publics et privés du Département ■ 616 actions de maintenance et des travaux pour améliorer les bâtiments des collèges ■

RENFORCER LA CULTURE ET LE PATRIMOINE COMME VECTEUR DE LIEN SOCIAL

DÉVELOPPEMENT D'ACTIONS CULTURELLES

Le Département développe ses actions autour de 4 priorités :

- une culture partagée avec l'ensemble des territoires,
- une culture accessible pour tous,
- une culture innovante et attractive,
- un patrimoine sauvegardé et valorisé.

Installation immersive

Grâce à l'exposition « Profondeurs » (21 sept. 2024 / 26 janv. 2025), la Collégiale a battu des records de fréquentation avec plus de 40 000 entrées comptabilisées. Cette installation immersive et sensorielle, conçue par l'atelier angevin Lucie Lom, a métamorphosé le site en une vaste onde animée d'images, miroir des profondeurs de notre planète et de l'univers. Elle a également permis de couvrir le champ des arts numériques.

Culture et transition écologique

La rencontre interprofessionnelle organisée par le Département a réuni plus de 80 personnes

(élus, agents des collectivités, représentants associatifs, artistes...). Plusieurs pistes de réflexion ont été explorées : la mutualisation, l'écoconception, la mobilité et le renoncement. Suite aux attentes exprimées par les participants lors des échanges et des ateliers, 3 axes de travail sont désormais fixés :

- mobiliser la charte écoévénement du Département auprès des acteurs subventionnés,
- élaborer une veille et un système d'information,
- accompagner un groupe de travail.

Saison photographique

Plusieurs expositions ont valorisé la création contemporaine tout en illustrant la nécessité de préserver les traces du passé, indispensables à la construction de notre mémoire partagée. À l'abbaye de Saint-Florent-le-Vieil, du 15 juin au 25 août, les visiteurs ont pu cheminer à travers 3 espaces : la « Fabrique du patrimoine » avec des photographies issues de l'Inventaire, l'exposition de Benoit Arridiaux « Ce que l'on laisse aux vivants » et une sélection issue d'un album de famille du début du 20^e siècle, « Le temps retrouvé ». Au château du Plessis-Macé, Éric Tabuchi et Nelly Monnier ont présenté « Du côté de Vernantes », fruit de leur résidence et de leur projet « d'Atlas des régions naturelles de France ».

ACTIONS COURANTES ■ La

Saison artistique des collégiens (Sac'Ados) - Art contemporain (Prenez l'art!) ■ Subventions aux structures et acteurs locaux ■ Entretiens littéraires de la Collégiale et Résonances Saint-Martin ■ Spectacles petites formes dans les bibliothèques (Ébullitions) ■ Jeune Pousse ■ Prix Angers BD et Premiers Plans ■ Mois du film documentaire ■ Semaine Édition Jeunesse accessible ■ Démarche de concertation auprès des bibliothèques ■ Animation du réseau des musées, du comité des arts vivants ■ Journées européennes du Patrimoine ■ Dispositifs de subventions aux monuments historiques ■ Études de l'inventaire ■ Récolement patrimoine mobilier ■ Prêts d'œuvres ■ Restauration d'objets protégés ■ Gestion des collections archéologiques ■ Diagnostics et fouilles ■ Carnets d'Anjou ■

À RETENIR!

50 044

entrées à la Collégiale Saint-Martin, toutes activités confondues

41

formations professionnelles proposées par le BiblioPôle

22,1 ha

diagnostiqués (archéologie)



© Christophe Martin

Exposition Profondeurs de Lucie Lom

DES ACTIONS PATRIMONIALES POUR CONSERVER ET VALORISER

Archives, archéologie, patrimoine bâti et mobilier, musées, parcs et jardins... L'action du Département pour la connaissance, la conservation et la valorisation du patrimoine de l'Anjou s'étend à des domaines variés. Le Département renforce son offre de conseil et d'ingénierie au service du public et des territoires.

Exposition « L'Anjou en fête »

Visible du 13 décembre 2024 jusqu'au 18 avril 2025, l'exposition « L'Anjou en fête », consacrée aux fêtes de la Révolution française aux années 2000, met en valeur la richesse et la diversité des documents conservés.

Grande Collecte Libération

Le Département a participé aux commémorations du 80^e anniversaire de la Libération via l'opération nationale de grande collecte. Pendant une semaine, des archivistes ont accueilli les personnes souhaitant proposer des documents. Plusieurs pièces ou petits fonds isolés ont ainsi été donnés, notamment des correspondances, des carnets de guerre, des livrets militaires et quelques objets.

Modernisation des installations

Les Archives départementales ont bénéficié de plusieurs aménagements : couverture intégrale du quai de déchargement, modernisation du système intrusion, ajout d'avertisseurs lumineux pour l'évacuation, révision électrique et mise à jour de la signalétique extérieure.



ACTIONS COURANTES ■

Achèvement du récolement général ■ Analyse de l'état de classement et de conservation des fonds ■ Élaboration de programmes pluriannuels ■ Désinfection des documents : 1400 mètres linéaires (ml) réintégrés dans le site principal ■ Début du déménagement de la bibliothèque municipale d'Angers dans les 3 magasins mis à disposition de la ville ■ 939 ml ont fait l'objet d'un instrument de recherche, tous types confondus (récolement ou classement définitif) ■ Réalisation d'un outil transverse sur les versements contemporains (plus de 400 indexés dans l'année) ■

À RETENIR !

3 221

élèves, étudiants et professeurs ont bénéficié de l'offre éducative des Archives départementales

3 272

séances de travail des chercheurs en salle de lecture

1 699

recherches par correspondance, représentant près de 4 000 pages numérisées

Famille, santé et autonomie



Cérémonie de remise de récompenses aux diplômés de l'Aide sociale à l'enfance

© Philippe Noisette



© Bertrand Béchard

« CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LES
PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP,
C'EST MON MÉTIER ! »

Adeline



Évaluatrice-coordonnatrice au Service hébergement
et accompagnement adultes

PROTÉGER LES ENFANTS ET GARANTIR LEUR AVENIR, ACCOMPAGNER LES FAMILLES

ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS SENSIBLES

Politique de prévention et de protection de l'enfance

Une instance partenariale réunissant l'ensemble des acteurs de la protection de l'enfance au niveau local, le Comité départemental de la protection de l'enfance (CDPE), a choisi de revoir les modalités de travail en commun sur les situations d'enfants très vulnérables, confiés au Département et en situation de handicap. La « Réponse accompagnée pour tous » a permis de prévenir des ruptures de parcours des enfants en favorisant une approche globale, concertée et co-portée par les acteurs du social, du médico-social, du sanitaire et du droit commun.

À l'occasion du 35^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, le Département a organisé la première édition de la semaine de l'enfance. Durant cette semaine, a eu lieu l'installation du Conseil des jeunes de la protection de l'enfance. À ce jour 36 jeunes sont membres du Conseil. Ils sont répartis en 3 comités territoriaux basés à Saumur, Beaupréau et Angers en fonction de leur lieu d'habitation. Les objectifs de cette instance sont de :

- permettre aux jeunes de formuler des propositions pour améliorer leur accompagnement ;
- identifier les besoins des jeunes accueillis dans leur parcours
- assurer une représentation des pairs au sens large.

Diversification des modes d'accompagnement et d'accueil pour les enfants relevant de l'ASE

À travers le plan Enfance, le Département s'est mobilisé pour répondre à des besoins nouveaux. En 2024, 50 places d'accueil ont été créées, principalement en lieux de vie et d'accueil, petites structures adaptées aux besoins des enfants. Le Village Saint Exupéry a ouvert un service pour les jeunes de 14 à 17 ans.

Dispositifs innovants de soutien à la parentalité

Le Département a fait le choix d'expérimenter l'aide éducative à domicile renforcée dans le cadre de contrats de projet de 3 ans, chaque référent accompagnant 12 enfants. L'objectif est de proposer un accompagnement soutenu aux familles rencontrant des problématiques complexes.

Un accompagnement thérapeutique familial a également pu être proposé pour les familles et enfants bénéficiant d'une mesure d'aide éducative à domicile, dont la problématique familiale apparaît complexe, à travers un projet expérimental de thérapie familiale avec l'association « Mille et une Relations », pour 20 situations accompagnées.

Création d'une instance partenariale avec les services de l'État, de la CAF et de l'assemblée des Maires de France, pour coordonner les contrôles des Établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE)

Une plateforme partagée permet d'identifier les établissements ou services d'accueil du jeune enfant qui présentent des risques en matière de sécurité et/ou de qualité de l'accueil, voire des risques de situations de maltraitements.

Trois réunions annuelles rassemblent les partenaires afin de dresser le bilan des visites et d'échanger sur les plans de contrôle annuels de chacun.

ACTIONS COURANTES ■

Poursuite de l'expérimentation d'un lieu d'accueil de répit pour les enfants de 10 à 14 ans accompagnés dans le cadre du soutien à la parentalité ■ Renforcement des actions collectives en Maisons des solidarités pour favoriser le lien social, valoriser les potentiels des personnes et soutenir l'entraide ■ Consolidation de l'accompagnement budgétaire des ménages grâce au levier du fonds social européen et actions spécifiques à destination des jeunes pour les aider dans la gestion de leur budget ■ Accompagnement des Maisons d'Assistants Maternels ■

À RETENIR !

137 310

appels traités

175 M€

de budget

665

assistants familiaux agréés pour un total de 1213 places d'accueil

RÉUNIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION

Réunions publiques protection de l'enfance

Trois réunions publiques ont été organisées sur le département (Neuillé, Loire-Authion et Coron) avec pour objectif de présenter un état des lieux de la protection de l'enfance et mettre en lumière différentes modalités d'accueils des jeunes confiés (accueil familial, parrainage/mentorat et l'accueil solidaire). Un focus a été réalisé sur le métier d'assistant familial avec le témoignage d'un professionnel en exercice, dans l'idée de sensibiliser sur ce métier et d'attirer des candidats pour faire face aux importants besoins de places d'accueils.

Réunions sur les évolutions réglementaires en territoires

Des soirées d'information ont été organisées en partenariat avec les Relais petite enfance (RPE) afin d'informer les assistants maternels des évolutions réglementaires depuis la réforme des modes d'accueil de 2021. Elles ont eu lieu à Chemillé-en-Anjou, Le Lion d'Angers, Segré-en-Anjou Bleu, Angers, Saint-Georges-sur-Loire, Montrevault-sur-Èvre, Sèvremoine, Orée-d'Anjou, Écouflant et ont rassemblé 333 assistants maternels. Ces rencontres ont permis d'expliquer les attendus lors d'un renouvellement d'agrément, notamment sur le plan administratif, d'explicitier les nouvelles règles d'accueil et les possibilités de dérogations. Les chargés d'agrément ont constaté

une augmentation des prises de contacts par les assistants maternels lorsqu'ils ont des interrogations.

ACTIONS COURANTES ■

Lauréat de l'appel à projet 2024 - 2026 de la CPAM en addictologie, pour mieux prévenir les addictions et accompagner les personnes qui en souffrent ■ 24 projets Maisons d'assistants maternels accompagnés ■

À RETENIR !

256

Établissements d'accueil de Jeunes Enfants

4045

assistants maternels agréés pour un total de 14 472 places d'accueil

205

Maisons d'assistants maternels

AGIR POUR BIEN VIEILLIR ET MIEUX VIVRE SON HANDICAP

Prévention de la perte d'autonomie

Le Département a contribué aux travaux du Centre de ressources et de preuves de la CNSA dédié à la prévention de la perte d'autonomie. Il a été retenu pour participer, en 2025 et 2026, au comité national de pilotage des Conférences des financeurs.

Lutte contre l'isolement des personnes âgées

La Confédération de défense des commerçants et artisan (CDCA) : en lien avec le réseau Ingénierie territoriale a organisé une conférence relative à la lutte contre l'isolement des personnes âgées, réunissant, plus de 150 participants (élus locaux, acteurs associatifs, institutions).

Solutions pour l'accompagnement des personnes en situation de handicap

Le déploiement de 240 nouvelles solutions pour l'accompagnement des personnes en situation de handicap (en hébergement ou à domicile) a démarré. 120 de ces places sont cofinancées par l'Agence régionale de santé. En cohérence avec la démarche, « 50 000 solutions » portées par la conférence nationale du handicap, le Département s'engage pour l'adaptation des accompagnements aux projets et aux besoins des personnes concernées.

Soutien financier aux Ehpad

Avec l'Agence régionale de santé et la direction départementale des Finances publiques (DDFIP), le Département participe au Comité de suivi des difficultés financières des établissements et des services médico-sociaux (Codiffems). Le comité a permis de venir en soutien à une quinzaine d'Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) en grande difficulté, lesquels ont produits des plans d'action visant le retour à l'équilibre et le maintien de la qualité de prestation aux résidents.



© Département
Déploiement des solutions pour l'accompagnement des personnes en situation de handicap

ACTIONS COURANTES ■

Conférence des financeurs :

372 actions collectives de
prévention et 83 actions
de soutien aux proches

aidants de personnes
âgées ou handicapées ■

321 personnes âgées orientées

vers la Technicothèque
pour un accompagnement
à l'achat d'aides

techniques; 241 soutenues

financièrement ■ Le

Conseil départemental

de la citoyenneté et de

l'autonomie (CDCA) : 127

membres représentant

63 organismes (usagers,

associations, professionnels,

collectivités, institutions) –

17 réunions organisées sur

l'année ■ 125 Ehpad avec plus

de 10 000 résidents ont été

tarifés et financés ■

À RETENIR!

2,9 M€

engagés au titre de la
Conférence des financeurs

700 K€

de financement pour les 9
Centres locaux d'information
et de coordination
gérontologiques (Clic)
du territoire

438

projets d'actions collectives
déposés en 2024

26

résidences autonomie
habilitées à l'aide sociale
(résidents aux faibles
ressources)



© CD49

Challenge seniors à Orée-d'Anjou

Partie 4

Bien-être et attractivité



Pont de Saint-Mathurin-sur-Loire

© Philippe Noisette



« ACCOMPAGNER
LES TERRITOIRES, C'EST MON
MÉTIER ! »

Claire

*
Chargée de mission -
Appui aux territoires

ACCOMPAGNER LES PLUS PRÉCAIRES VERS L'EMPLOI ET LE LOGEMENT

PILOTAGE DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT

Accompagnement à la mise en place du service public de la rénovation de l'habitat

Pour faciliter l'engagement de travaux de rénovation des logements privés face aux enjeux de sobriété énergétique, de lutte contre l'habitat indigne et de vieillissement de la population, le Département a accompagné les 9 Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dans le développement d'une offre locale gratuite et neutre d'information et de conseils personnalisés au sein de guichets France Rénov'. Ces guichets ouverts à tous permettent aux propriétaires d'engager leur projet de travaux en toute confiance.

Renouvellement des contrats de ville Quartiers 2030

Quinze quartiers des villes d'Angers, de Cholet, de Saumur et de Trélazé sont prioritaires au regard des faibles ressources de leurs habitants. Pour soutenir leur développement, améliorer leurs conditions de vie et réduire les inégalités, État-ARS-France Travail, communautés d'agglomération, communes, Département, Caf, Région, bailleurs sociaux ont signé des contrats de ville en mars 2024 précisant les actions prioritaires à mener d'ici 2030. Les habitants de ces quartiers mobilisant fortement les actions départementales (action sociale, insertion, collègue, logement, prévention et protection de l'enfance, handicap...), le Département est engagé dans cette démarche partenariale pluriannuelle.

Révision du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage

Chaque Département doit être doté d'un Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage en partenariat avec l'État (Préfet). Son objet est de définir les équipements d'accueil et d'habitat à créer pour répondre aux besoins de ces personnes dont l'habitat traditionnel est une résidence mobile et d'organiser les actions à caractère social à mener prioritairement (scolarisation, santé, accès au numérique, à la culture, insertion...). La démarche concertée de révision s'est engagée sur la base d'un référentiel commun. Partage de données, recueil de la parole d'usagers des aires, ateliers partenariaux, rencontres individuelles des copilotes du schéma avec chaque EPCI se sont succédé tout au long de l'année.

ACTIONS COURANTES

Hébergement de 54 familles étrangères ■ Soutien des résidences habitat jeunes et de l'hébergement des jeunes chez l'habitant ■ Coordination des actions sociales de prévention des expulsions ■ Soutien aux projets de cohésion sociale au sein des quartiers prioritaires de la ville ■ Soutien au développement du parc

social ■ Gens du voyage : accompagnement des acteurs de l'accueil et de l'habitat et accompagnement social de près de 900 ménages domiciliés en Centre communal d'action sociale (CCAS) ■

À RETENIR!

3,8 M€

engagés au titre du Fonds de solidarité logement (FSL) pour accompagner financièrement et socialement près de 4700 ménages

1168

logements privés rénovés grâce à 28 M€ d'aides aux travaux, dont 1,7 M€ d'aides départementales

53

logements sociaux énergivores rénovés



© Mathieu Génon



Forum des métiers

SOUTIEN À LA RECHERCHE D'EMPLOI

Des rencontres interprofessionnelles du réseau Insertion du Département

Le Département a initié les Rencontres Peps Insertion (Partage entre pros), dans la volonté d'animer, informer et former les acteurs de l'insertion du département.

Les professionnels concernés sont en premier lieu les référents RSA, professionnels du social ou de l'emploi, mais également les professionnels de l'accompagnement intégrant l'offre d'insertion (professionnels des Structures de l'insertion par l'activité économique [SIAE] et autres associations d'insertion). Le Département a souhaité associer tous les acteurs locaux concourant au parcours d'insertion des bénéficiaires du RSA, dans la continuité du réseau du Service public de l'insertion et l'emploi avec notamment les professionnels des Maisons de quartier, des CCAS et Centres inter-communaux d'action sociale (CIAS) locaux, des centres sociaux...

La finalité de cette démarche, précurseuse du volet insertion du Réseau pour l'emploi de la loi pour le plein emploi, est d'améliorer l'outillage des professionnels pour une dynamisation des parcours vers l'emploi des bénéficiaires du RSA.

Quatorze rencontres organisées en territoire ont pu traiter des thématiques telles que la formation professionnelle, la santé, la mobilité et l'insertion par l'activité économique avec 66 intervenants venus à la rencontre de 381 professionnels.

Les marchés innovants

Le Département a défini, au travers de sa Stratégie départementale pour l'insertion et l'emploi, appuyée par le Pacte des solidarités, une orientation forte afin de favoriser l'insertion socioprofessionnelle des publics précaires et prioritairement les bénéficiaires du RSA. Il met en œuvre depuis plusieurs années déjà des dispositifs experts destinés à la levée des freins périphériques à l'emploi. Afin de compléter l'offre existante, 3 marchés innovants ont été lancés :

- Un accompagnement renforcé, territorialisé et spécialisé à destination des parents en démarche active et effective d'insertion professionnelle, à la recherche de mode d'accueil.
- Deux actions destinées à identifier les problématiques liées aux savoirs de base :
 - o Un dispositif de diagnostic et d'orientation des publics en situation d'illettrisme.
 - o Un dispositif de diagnostic et d'orientation des publics allophones

L'accompagnement mis en œuvre doit permettre une évaluation des compétences, la clarification des besoins et une orientation des publics vers les actions existantes des différents partenaires.

Les instances locales de la loi pour le plein emploi

La loi pour le plein emploi vise un taux de chômage inférieur à 5 % à l'horizon 2030. Dans cet objectif, les priorités définies consistent à renforcer l'accompagnement des demandeurs d'emploi (et notamment les bénéficiaires du RSA), à répondre aux besoins des entreprises et à simplifier la gouvernance et le pilotage.

La loi instaure donc une nouvelle gouvernance visant une meilleure

coordination opérationnelle des acteurs du Réseau pour l'emploi (RPE) du niveau national jusqu'au niveau local.

Ainsi, le 14 octobre 2024, a été lancé le premier Comité départemental pour l'emploi en Maine-et-Loire. Déclinés ensuite en territoire, les Comités locaux pour l'emploi ont pour mission de définir les plans d'actions territoriaux et d'organiser la mise en œuvre des actions ainsi déterminées en matière d'emploi, de formation professionnelle, d'insertion et d'accompagnement des entreprises.

ACTIONS COURANTES ■

Développement de l'accompagnement renforcé et adapté des bénéficiaires ■ Dispositifs d'appui à la résolution de freins périphériques à l'emploi ■ Soutien aux actions réalisées par les structures d'insertion par l'activité économique ■ Déploiement d'actions de mise en relation de bénéficiaires du RSA avec des entreprises ■

À RETENIR!

13 324

foyers bénéficiaires du RSA, (soit une baisse de 4,4 % sur 12 mois)

89,3 M€

d'allocation RSA versés sur le département

10,4 M€

dédiés aux dispositifs d'insertion

PROMOUVOIR L'ATTRACTIVITÉ ET L'ÉQUILIBRE DU TERRITOIRE

GESTION DES ROUTES ET DES LIAISONS CYCLABLES

Le Département gère 969 ouvrages sur le réseau routier départemental, dont 15 grands ouvrages sur la Loire. Ces ponts métalliques ou suspendus sont anciens et requièrent une grande attention ; aussi le Département surveille et programme d'importants travaux de réparation.

Pont de Pruniers à Bouchemaine

Le pont de Pruniers est un ancien pont ferroviaire de 152 m construit en 1908. Ce pont historique a servi à l'armée américaine pour la libération d'Angers et permet le franchissement de la Maine.

Le Département a consacré 2,7 M€ à la rénovation de l'ouvrage métallique. Le tablier béton a été remplacé par un platelage bois. Il permet le passage des cyclistes et des piétons au sud d'Angers afin de relier Pruniers (Bouchemaine), le Lycée du Fresne (Sainte-Gemmes-sur-Loire) et La Roseraie (Angers). Il fait le pendant du pont de Segré qui traverse la Maine au nord d'Angers.

Rénovation du pont de Saint-Mathurin-sur-Loire

Les travaux de réfection de la protection anticorrosion du pont de Saint-Mathurin-sur-Loire ont été entrepris et se poursuivent jusqu'en octobre 2025.

Ce pont à poutres treillis mesure 400 m de long et les travaux sont réalisés en maintenant en permanence la circulation de 4 200 véhicules par jour ainsi que les circulations cyclistes.

À l'issue des travaux, le tablier du pont sera ensuite réaménagé pour sécuriser le passage des cyclistes. Une phase d'expérimentation a été effectuée pour ajuster la configuration des aménagements qui seront réalisés en 2026.

Schéma des liaisons cyclables

Le Département a adopté en juin 2022 un schéma pour favoriser les déplacements cyclables du quotidien.

Dans le cadre de ses missions d'ingénierie, les services du Département ont étudié 26 liaisons nouvelles pour les communes ou leur groupement.

Depuis 2022, 55 projets ont été subventionnés, ce qui représente 3,6 M€ attribués pour environ 14 M€ de projet. Cela représente un total de 200 km de voies cyclables nouvelles.

Sur le programme des grands franchissements cyclables de Loire, les études sont en cours pour la création d'une passerelle à Saint Florent-le-Vieil afin de relier la gare de Varades (44).

La démarche d'amélioration et d'encouragement à la pratique du vélo auprès des collégiens s'est poursuivie cette année sur 2 nouveaux collèges Saint-François à Châteauneuf-sur-Sarthe et le collège Molière à Beaufort-en-Anjou. 700 élèves ont notamment pu suivre l'apprentissage du Savoir Rouler à Vélo.

Les grands chantiers réalisés

La 2x2 voies de la RD960 entre Cholet et Saumur, 8,6 M€ financés à 80 % par le Département, s'est achevée.

Sur l'axe Cholet (A87) – Saumur (A85) les travaux du dernier contournement de bourg sur l'itinéraire à Concourson-sur-Layon se sont poursuivis avec l'achèvement des 3 ouvrages dont 1 sur le Layon et des remblais compressibles.

Les travaux de la déviation du Louroux-Béconnais (4,5 M€) se sont poursuivis malgré les conditions météorologiques très pluvieuses et s'achèveront en avril 2025.

Une concertation publique a été conduite sur l'aménagement du dernier tronçon de l'axe Angers – Rennes entre Pouancé et la limite de l'Ille-et-Vilaine.

ACTIONS COURANTES ■

Entretien de 4 733 km de routes et 969 ouvrages d'art avec le souci de réduire l'empreinte écologique des travaux et diminuer la consommation d'énergie et de ressources naturelles ■ Exploitation du réseau routier (information, travaux, déviations, autorisations de travaux, signalisation temporaire) ■ Interventions d'urgence (événement météorologique, accident) ■ Assurer la sécurité des usagers ■ Conduite des projets, conception et réalisation des opérations du plan routier, de sécurisation, rétablissement des continuités écologiques.

À RETENIR !

37 M€

de budget pour les routes

332 KM

de chaussées refaites

3 230

interventions d'urgence

OPTIMISATION DE L'ÉQUILIBRE TERRITORIAL

La connaissance et l'observation territoriale

Afin de connaître et d'analyser les dynamiques territoriales, notamment en lien avec le déploiement des politiques publiques départementales, le Département a élaboré 5 « Carnets de territoire » à l'échelle du département (regroupant plus de 90 indicateurs) et mis en ligne l'observatoire du territoire du Maine-et-Loire ouvert au grand public : observatoire.maine-et-loire.fr

Les travaux d'observation se sont poursuivis par la production de « Carnets de territoire » à l'échelle de 3 intercommunalités (CC Anjou Bleu Communauté, CC Vallées du Haut-Anjou et CA Saumur Val de Loire), mettant en avant les grands enjeux au regard des compétences départementales.

Les enjeux sont d'avoir une meilleure connaissance des territoires, de se donner les moyens de suivre la dynamique des territoires et de développer une action départementale plus territorialisée et plus lisible

La stratégie départementale des mobilités

La stratégie départementale des mobilités a pour but de répondre aux besoins des territoires, de permettre une mobilité plus durable et de favoriser la mobilité pour tous les habitants, afin de réduire la fracture sociale sur les questions d'accès aux services.

De nombreuses actions ont été concrétisées :

- 440 k€ pour soutenir les actions de mobilité sur les territoires via le soutien aux initiatives de mobilité solidaire et durable,
- deux journées techniques du réseau « Anjou ingénierie territoriale » sur le thème du financement de la mobilité et la mobilité des jeunes,

- accompagnement de transports solidaires pour se structurer en réseau,
- expérimentation du changement de pratique en matière de mobilité dans 2 collèges (Molière et Saint-François) et poursuite de l'accompagnement des 3 sites pilotes (collèges Vallée du Loir, Jean Lurçat et Dom Sortais).

L'amélioration du maillage des services sur les territoires

Dans la continuité du schéma départemental d'amélioration de l'accès aux services, le Département a poursuivi :

- son accompagnement du dispositif France Services avec notamment l'intégration de la mission d'animation du réseau départemental des France Services au sein du Département, en lien opérationnel avec les services de l'État. Deux sessions d'analyse de pratique et de retour d'expérience ont été organisées à destination de 25 conseillers France Services.
- son soutien aux tiers-lieux, le Département a ainsi initié avec l'Iresa (Réseau de l'économie sociale et solidaire) un réseau des tiers-lieux existants qui se sont réunis à 5 reprises.

ACTIONS COURANTES ■

Missions d'ingénierie concernant l'attractivité, les mobilités, les solidarités et l'aménagement ■ Le Département et ses partenaires de la Mednum49 ont signé la 2^e feuille de route de l'inclusion numérique ■ 13 rencontres ont été organisées par le réseau Anjou Ingénierie territoriale (AIT), à l'attention des élus et des techniciens concernant : l'isolement des personnes âgées, la santé, le changement climatique, la mobilité, les ENS, la mobilité et l'eau.

À RETENIR!

827

participants aux journées AIT

281 K€

montant des subventions en investissement aux projets mobilité solidaire et durable

15

missions d'accompagnement pour le service ingénierie territoriale



Restauration du Pont de Pruniers

© Philippe Noisette

APPEL À PROJETS DE SOUTIEN AUX COMMUNES

Attribution de subventions

L'appel à projets de soutien à l'investissement des communes a permis de récompenser 71 projets portés par 51 communes du Département pour un montant total de subventions de 3,1 millions d'euros.

Continuité du guichet unique et déploiement d'un nouveau logiciel de gestion de subvention

Une adresse mail unique subventions@maine-et-loire.fr a été mise en place depuis 2023 à destination des communes pour toutes leurs demandes de subvention. Les demandes centralisées sur cette boîte mail peuvent ainsi être orientées vers les différents dispositifs départementaux.

Le Département déploie actuellement un logiciel de gestion pour faciliter l'instruction et le suivi des dossiers déposés dans le cadre du guichet unique.

ACTIONS COURANTES ■ Mises en paiement de subventions pour les campagnes organisées de 2021 à 2023. Les projets lauréats ont perçu 81 % de leurs subventions attribuées en 2021, 75 % des subventions 2022 et 37 % des subventions 2023, soit un total de versement en 2024 à hauteur de 2,9 M€ ■ Panneaux d'information : chaque commune bénéficiaire doit apposer un panneau, à proximité de l'opération cofinancée par le Département. 40 panneaux ont été distribués aux lauréats du 2^e semestre 2023 ■ Préparation de la campagne 2025 : avant l'ouverture de l'appel à projets de 2025, les outils pour faciliter la candidature des communes et l'instruction des services ont été mis à jour (manuel de l'instructeur, dossier de candidature, changement de la date-butoir...).

À RETENIR!

71

projets lauréats en 2024 sur l'appel à projets et de soutien à l'investissement des communes

3,1 M€

de subventions alloués en 2024

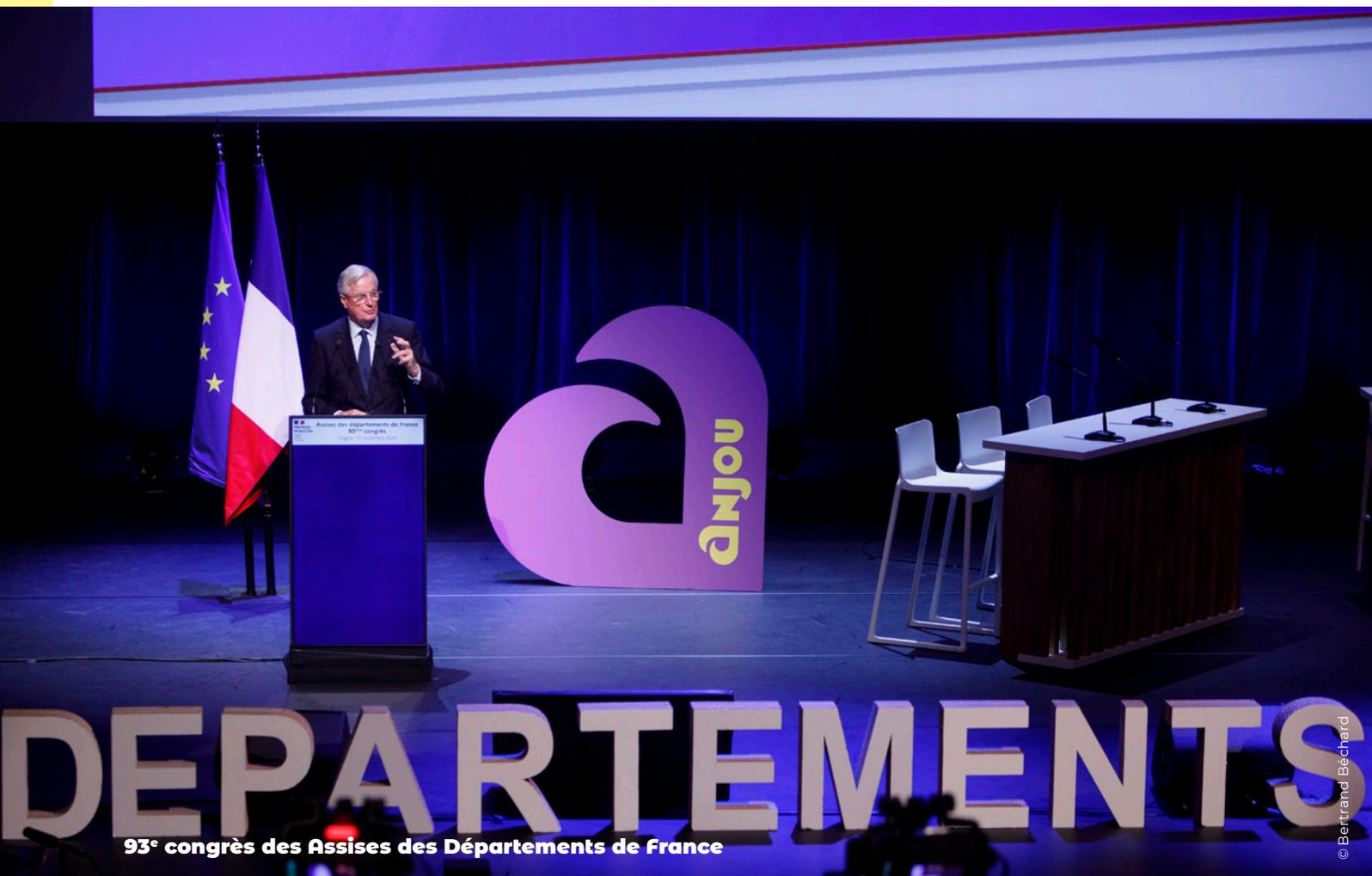
51

communes bénéficiaires



© Département

Vie au sein de la collectivité



« GÉRER L'INFORMATIQUE
ET LES RÉSEAUX,
C'EST MON MÉTIER. »

Jérôme

✦
Ingénieur des systèmes
d'information

OPTIMISER L'USAGE DE L'ARGENT PUBLIC ET RENFORCER LE SUIVI ET L'ACCOMPAGNEMENT DES SATELLITES DÉPARTEMENTAUX

PILOTAGE FINANCIER ET BUDGÉTAIRE

Mise en place d'un service dédié au conseil de gestion et à l'évaluation des politiques publiques

Dans une démarche d'optimisation de la gestion des ressources et d'amélioration continue de l'action publique, la collectivité a mis en place un service dédié au conseil de gestion et à l'évaluation des politiques publiques. Ce service a pour mission d'analyser la performance des actions menées, d'identifier des leviers d'efficacité et d'éclairer la prise de décision grâce à des indicateurs pertinents. Il répond également aux missions ponctuelles pour assister les directions dans l'évaluation de l'efficacité de leurs processus. En renforçant le pilotage stratégique et la transparence, cette initiative contribue à une gestion plus efficiente.

Conduite d'un diagnostic approfondi des processus budgétaires et comptables dans le cadre de la prévention de la cyberattaque

Dans un contexte où les cyberattaques visant les collectivités se multiplient, la sécurisation des processus budgétaires et comptables devient un enjeu stratégique majeur. Afin de prévenir tout risque pour les données financières et assurer la continuité des services, le service des finances a engagé un diagnostic approfondi de ses pratiques. Cette démarche vise à identifier les vulnérabilités, renforcer les dispositifs de protection et garantir la conformité aux meilleures normes de cybersécurité. Une gestion budgétaire et comptable sécurisée est essentielle pour préserver la confiance des citoyens et assurer la résilience

de la collectivité face aux menaces numériques.

Une consommation optimale des financements européens

De 2023 à 2027, le Département s'est vu confier la responsabilité d'attribuer des subventions pour le compte du Fonds social européen (FSE+) dans le domaine de l'insertion socioprofessionnelle et de la lutte contre la pauvreté. L'enveloppe est de 6,16 M€ et le Département a voté l'attribution de 4 M€ (64,1 % des crédits) à 6 porteurs de projet. 17 % ont été payés aux porteurs de projet au titre de 2023. Les objectifs de consommation des crédits sont donc largement atteints.



ACTIONS COURANTES ■
L'exécution d'un budget hors dette de 843 M€ (-5,6 %) ■
3 emprunts contractualisés pour un montant global de 30 M€, auprès de la Banque Postale, d'Arkéa et de la Société Générale ■ L'accompagnement des satellites du Département dans leur pilotage budgétaire et comptable : le SMO Anjou numérique, le GIP Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), l'EPCC Anjou Théâtre ■ L'instruction de 27 demandes de garanties d'emprunt (312 lignes de prêts) pour soutenir les investissements du logement social et du champ sanitaire et social ■

À RETENIR!

68 495

mandats émis pour le budget principal

12,36

jours de délai global de paiement du Département

SOUTIEN DES ACHATS DURABLES

Consolider et faire connaître la politique d'achat responsable

Le Département a co-organisé le 1^{er} Forum de l'achat innovant et responsable avec des acheteurs publics dont la Ville d'Angers, Angers Loire Métropole, Alter Services, l'université d'Angers, le Sdis 49, la région Pays de la Loire et la Préfecture de Région.

Impulsé par le Schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (Spaser), l'événement a constitué une action majeure visant à travailler plus étroitement avec les fournisseurs locaux en créant un espace de sourcing privilégié pour relever nos défis écologiques, numériques et sociétaux et faire connaître les capacités d'innovation des entreprises du territoire.

Mise en place d'un club acheteur

Afin de renforcer la compétence des acheteurs et des personnes intervenant dans la chaîne de l'achat public, de la définition du besoin au suivi de l'exécution financière des marchés publics, un club acheteur a été créé au sein de la collectivité. Est ainsi proposée à une trentaine d'acheteurs internes une réunion mensuelle pour approfondir les notions juridiques, faire connaître les outils et partager des retours d'expérience.

Cette action répond à un double objectif : faire monter en compétence les agents et sécuriser juridiquement les procédures d'achat de la collectivité.

Renforcer les liens avec les acteurs économiques

Faire connaître les opportunités des marchés publics et permettre une meilleure accessibilité de la commande publique aux opérateurs économiques sont des ambitions majeures pour la collectivité. Dans ce cadre, la programmation de la commande publique départementale a pu être présentée à la Fédération française

du bâtiment (FFB 49), partenaire de la collectivité. Un atelier de sensibilisation à la commande publique destiné aux structures d'insertion par l'activité économique du territoire (SIAE 49) a également été organisé.

Désignation d'une référente-déontologue des conseillers départementaux

La loi « 3DS » prévoit la possibilité, pour tout élu local, de « consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local ». Dans ce cadre, l'Assemblée départementale s'est dotée d'une référente-déontologue.

ACTIONS COURANTES ■

Contrôle juridique et financier de 159 rapports présentés en Conseil départemental et 348 en Commission permanente ■ 102 procédures de passation de marchés publics lancées (15 appels d'offres, 2 concours et 77 Marchés à procédure adaptée) soit un total de 215 marchés notifiés, dont 58 % attribués à des Petites ou moyennes entreprises (PME)

À RETENIR!

150

sinistres déclarés pour 556824 € de recettes perçues en réparation

42 %

de marchés de travaux, 42 % de marchés de services 16 % de marchés de fournitures

SOUTENIR NOS AGENTS, ACCOMPAGNER LA TRANSITION NUMÉRIQUE DE L'ADMINISTRATION ET LA MONTÉE EN QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC

REPENSER LE PARCOURS DES USAGERS

Améliorer l'accompagnement numérique des usagers en MDS

Le Département a mis en place 4 référentiels pour garantir la cohérence et la qualité de l'accueil :

- « Parcours usagers au Département de Maine-et-Loire » qui dresse la liste des points obligatoires, souhaitables ou facultatifs qui garantissent un bon accueil physique dans les 96 points d'accueil de la collectivité,
- « Banques d'accueil » qui fait la synthèse des préconisations techniques, de conditions de travail et relation usager pour garantir un accueil dans de bonnes conditions et faciliter la prise en charge de tous,
- « Couleurs, mobiliers et matériaux dans les espaces ouverts aux publics » établi par la Mission design afin d'harmoniser les espaces d'accueil sur l'ensemble du territoire,
- « Accueil téléphonique centralisé » mis à jour avec les agents d'accueil téléphonique.

Le Département a travaillé sur les espaces d'accueil à la Maison du Département de Segré-en-Anjou Bleu : une démarche associant usagers et équipes pour rendre plus lisibles, agréables et fonctionnels les espaces et pour mieux accueillir les usagers.

Le Département a simplifié le parcours d'information et d'orientation sociale sur le territoire de Chemillé : action menée en collaboration avec la commune, le centre social et la MDS des Mauges

ACTIONS COURANTES ■

Mise à jour de la signalétique extérieure des Maisons du Département, de la MDS Angers centre et du site des Archives départementales ■ Mise à jour du site internet de la Maison départementale de l'autonomie en français facile ■ Études organisationnelles, accompagnement au changement et accompagnement méthodologique : facilitation de temps de travail collectif, soutien dans la construction et l'analyse de questionnaires à destination des agents...

À RETENIR!

1

prix national de la concertation attribué au Département pour la démarche engagée avec les habitants et partenaires de la maison de la biodiversité de Boudré

90

sites ouverts aux publics sur l'ensemble du territoire

240 000

appels pris en charge

AMÉLIORATION DU BIEN-ÊTRE

Mobilisation et valorisation des agents lors d'événements majeurs portés par la collectivité

Les agents ont pu participer activement aux Assises des Départements de France, à la Fête du Vélo en Anjou et au parcours de la flamme olympique.

Nos agents ont du talent

Le Département a valorisé les agents investis pour des causes caritatives et sportives.

Conférence retraite

Le Département a organisé une conférence retraite pour les agents souhaitant comprendre leurs droits à la retraite et préparer leur retraite. 90 agents y ont participé.

Opération DuoDay

Sous l'impulsion de la Présidente, une nouvelle dynamique a été donnée à l'opération DuoDay : 38 agents se sont portés volontaires et 22 duos ont été formés, dont deux candidates accueillies auprès de la Présidente. Les trois DGA étaient représentés, couvrant une grande diversité de métiers.

En collaboration avec la MDA, l'événement a permis d'accueillir 14 femmes et 8 hommes, issus de Cap Emploi, France Travail, deux Esat et du Centre de santé mentale. La présence du directeur du Sdis a renforcé l'engagement institutionnel.

Les agents ont particulièrement apprécié les échanges enrichissants, permettant de mieux comprendre le handicap en milieu professionnel, de renforcer la cohésion et d'apporter confiance et motivation aux participants, illustrant l'engagement du Département en faveur de l'inclusion.

Déploiement de la Marque employeur

Le Département s'est engagé dans le déploiement de sa Marque employeur. De nombreuses actions ont été mises en place pour faire connaître la collectivité aux potentiels candidats, mieux accueillir les nouveaux agents et les fidéliser.

L'espace du site internet concernant les offres d'emploi a été revu de manière à être plus simple d'usage et plus attractif. Une foire aux questions a été mise en place en vue de répondre aux questions que pourraient se poser les candidats et leur faciliter le parcours pour postuler au sein du Département.

Afin de garantir un accueil de qualité pour tous les nouveaux agents, la journée d'accueil a été revue. Plus conviviale et plus riche en échanges, elle se déroule tous les 2 mois avec un temps de forum où chaque agent présent peut trouver une réponse à des questions pratiques sur son quotidien au travail. Un parcours d'accueil a aussi été travaillé tout comme un livret d'accueil qui sera distribué à tous les nouveaux arrivants pour leur faciliter leur intégration au sein de notre collectivité.

Une campagne de communication autour des métiers de la protection de l'enfance a été réalisée autour de la semaine de l'enfance afin de valoriser le savoir-faire des agents.

ACTIONS COURANTES ■

Conditions de travail : La démarche Qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) a pu être étendue à de nouveaux services et directions (Insertion, Routes départementales, autre MDS...).
De nouveaux animateurs ont été formés dans la perspective de s'étendre à terme à toutes les directions.



Assistant familial

© Bertrand Bégnard

À RETENIR !

97/100

index égalité femmes/ hommes
écarts de rémunération
et de promotion entre les
hommes et les femmes) :
excellent résultat mettant
en avant les efforts produits
dans le domaine de la
politique RH

9036

nombre de jours de
formation organisés par
le Département par an,
soit 3,49 jours de formation
par agent permanent par an

MISE À JOUR DES SYSTÈMES RÉSEAUX POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ

Fin de la centralisation des collèges

Le Département a terminé l'opération de transfert et de modernisation des infrastructures des 50 collèges publics. Tous ont été reliés à la fibre optique et leur sécurisation augmentée. Cela concerne 8 000 ordinateurs.

Sécurisation

Le Département a remplacé les équipements de stockage par des solutions embarquant des mécanismes d'autodéfense contre les cyberattaques. Le Département a également renforcé les pratiques de sécurité pour les agents par la mise en place de formation de sensibilisation au risque cyber.

À RETENIR!

9 500

PC se connectent à 700 serveurs pour accéder à 50 Téraoctets de données

20 000

tickets utilisateurs ont été traités par la DLSI

100

agents présents au 1^{er} séminaire de la DLSI pour moderniser son organisation

MODERNISATION DES SITES

Travaux dans les Maisons du Département

Le Département a effectué des travaux d'aménagement de la MDS Cholet Est Maudet, Espace Germaine Heulin. Un accueil a été créé au rez-de-chaussée et a été réaménagé partiellement ainsi que le 2^e étage pour 205 k€.

Modernisation du site du Château du Plessis-Macé

Cinq grandes catégories de travaux ont permis la modernisation du site :

- remplacement, amélioration et modernisation des réseaux en infrastructure et des revêtements de surfaces dans la cour du château et aux abords immédiats,
- remplacement, amélioration et modernisation des installations d'éclairage scénographique de mise en valeur des façades du château,
- remplacement, amélioration et modernisation des systèmes de sécurité du site (SSI et anti-intrusion),
- rénovation complète des sanitaires du bâtiment,
- mise en œuvre d'un réseau de chauffage enterré en vue du remplacement de la chaufferie fioul actuelle par une chaufferie biomasse.

Des fouilles archéologiques ont été menées par le pôle archéologie du Département permettant d'améliorer la connaissance historique du site et de son bâti. Des études en vue de la mise en place d'une géothermie au Château du Plessis-Macé ont été lancées.

Cession du terrain de l'ancien « Village Saint-Exupéry »

Cette année a vu l'aboutissement de la cession du terrain de l'ancien « Village Saint-Exupéry » situé à Angers à un promoteur immobilier en vue de la réalisation d'une opération immobilière.

Compte tenu du contexte économique et immobilier plus défavorable, l'acquéreur a décidé de faire évoluer son projet et a sollicité à plusieurs reprises le Département pour un report de la date de signature de l'acte authentique. La vente s'est concrétisée au prix de 4 M€ pour une parcelle de terrain à bâtir d'une surface d'environ 15 000 m², contribuant ainsi à la politique de valorisation foncière du Département.

Verdissement des moyens de transport

Plus du tiers des acquisitions de véhicules sont électriques ou hybrides, 114 vélos peuvent dorénavant être accueillis sur le site de l'Hôtel du Département.

ACTIONS COURANTES ■

Conduite des opérations de maintenance et des travaux participant à l'amélioration des bâtiments ■ Suivi énergétique des sites ■ Conduite des opérations de cession et d'acquisitions immobilières, combinées à la gestion courante

À RETENIR!

1 523

interventions réalisées par la régie de maintenance territorialisée

212

interventions de travaux de maintenance réalisées par les chargés de patrimoine

16 %

diminution du coût des plis affranchis

INFORMER LES HABITANTS DES ACTIONS DU DÉPARTEMENT ET FAIRE RAYONNER LE TERRITOIRE

Le Département représente une véritable plateforme d'information grâce à son magazine « Anjou le mag » distribué à tous les habitants, son site internet et ses réseaux sociaux. Il met en lumière les actions et services aux usagers. Il promeut le territoire et va à la rencontre des publics à travers de nombreux événements.

Lancement de la stratégie « Anjou, la force de la douceur »

Le Département a lancé une stratégie d'attractivité territoriale « Anjou, la force de la douceur » à l'occasion d'un événement à la Collégiale Saint-Martin, en présence de 300 partenaires et ambassadeurs du territoire. Un clip vidéo 100 % Anjou a ainsi été réalisé et diffusé dans les cinémas. L'ambition est de créer un territoire épanouissant, stimulant et durable pour chacun et de répondre aux nouveaux enjeux, notamment concernant le recrutement dans les filières en tension.

Accueil des Assises des Départements de France

Le Département a organisé et accueilli le 93^e congrès des Assises des Départements de France, au Centre de Congrès à Angers. Plus de 1 000 congressistes ont participé à l'événement ainsi que 71 partenaires économiques nationaux et départementaux. Le Premier ministre Michel Barnier est intervenu, ainsi que 8 autres ministres.

Refonte web et campagne sur les métiers de la protection de l'enfance

Le nouveau site web de la Maison départementale de l'autonomie www.mda.maine-et-loire.fr a été lancé. Les contenus ont été rédigés en français facile. Une nouvelle arborescence plus intuitive a été mise en place. Une campagne de communication a été menée pour promouvoir les métiers de la protection de l'enfance. Issue d'un

travail collaboratif avec les agents, la campagne a été affichée dans tout le Département et a bénéficié d'une campagne de webmarketing. La première édition de la Semaine de l'enfance s'est tenue et une nouvelle version du site www.assmat.maine-et-loire.fr a vu le jour, destiné aux professionnels, avec un accès parent et partenaire.

Soutien au sport et à la culture

Le Département appuie la communication autour des 4 saisons de la Collégiale Saint-Martin. Le Département a notamment assuré la promotion des sports en Anjou (via l'exposition photo « À vos marques, prêts, décalez »), l'offre éducative pour les collégiens, des Rendez-vous nature, le BiblioPôle ou encore l'exposition annuelle des Archives.

Communication exceptionnelle autour du relais de la flamme olympique

Le Département a organisé le relais de la flamme olympique en Anjou, un passage exceptionnel sur 7 sites. Il a fait le choix de soutenir les communes en mettant en place des villages d'animation sportifs et culturels ainsi qu'une large campagne de communication. La fréquentation a été exceptionnelle permettant ainsi à près de 100 000 habitants de partager les valeurs de l'olympisme.

À RETENIR !

400 670

exemplaires du magazine
« Anjou le mag » distribués
5 fois par an

1,04 M

de pages vues sur
www.maine-et-loire.fr

53 243

abonnés sur les réseaux
sociaux : Facebook, X,
LinkedIn et Instagram



Famille départementale



Château du Plessis-Macé

© Sébastien Baudard



© Département

« PROTÉGER LES HABITANTS,
C'EST NOTRE MÉTIER. »

Sapeur-pompier du SDIS 49

● **Adil 49**
(Agence départementale
d'information sur le
logement de Maine-et-Loire)

L'Adil apporte une information complète, neutre et gratuite sur toutes les questions de logement.

L'Adil propose un accompagnement sociojuridique auprès des locataires en situation d'impayés de loyer

L'équipe de prévention des expulsions locatives, composée d'une juriste et de deux Conseillers en économie sociale familiale (CESF), s'est rapprochée de 239 locataires en situation d'impayés afin de les aider à se maintenir dans le logement ou à se reloger.

**L'observatoire
départemental de l'habitat,
un outil indispensable
de suivi du marché du
logement**

Grâce aux quinze nouvelles études mises en ligne, l'Adil propose une analyse approfondie des tendances du marché du logement en Maine-et-Loire et dans tout le Grand Ouest.

**L'ADIL, acteur du dispositif
Bail Rénov'**

Dans le cadre du dispositif Bail Rénov', l'Adil a mis en place des sessions collectives d'information à destination des propriétaires bailleurs. Ces sessions permettent de sensibiliser les propriétaires bailleurs à la décence énergétique de leur bien à louer et de leur proposer le meilleur scénario d'aides aux travaux de rénovation.

12

permanences
dans tout le département

15

études sur les marchés du
logement mises en ligne

7 175

consultations

● **Alter**
(Anjou Loire territoire)

Alter aménage, construit, gère et finance. Elle est un outil unique au service du territoire qui accompagne le développement démographique et économique du département ainsi que sa transition énergétique.

Pour que chaque territoire puisse les compétences qui lui permettront de se développer, Alter se décline : Alter cités et Alter public, Alter services, Alter éco et Alter énergies. Ces cinq entités sont complétées par un Groupement d'intérêt économique : Alter GIE et un groupement d'Employeurs : Alter GE.

**Des premiers commerces
ouverts avec Anjou
Commerces et Centralités**

Anjou Commerces et Centralités a pour ambition de répondre aux enjeux liés aux commerces de proximité de centres-villes ou centres-bourgs. Les premiers résultats sont visibles : trois commerces ont ainsi ouvert dont deux à Montreuil-Bellay.

La Présidente du Département, les élus locaux et les représentants des actionnaires de la Foncière (Banque des territoires, CCI, Crédit Agricole et Alter) ont visité les deux premiers commerces installés sur la commune de Montreuil-Bellay, dont le concept-store « Tasse Noisette »

tenu par Amélie Jeanneteau et le restaurant « La Rencontre » tenu par Grégoire Nadeaud.

**11 OPAH-RU sur le territoire
départemental**

Alter Public a obtenu l'agrément « Mon Accompagnateur Rénov' » et la qualification RGE, désormais obligatoires pour exercer cette mission de service public en matière de rénovation énergétique. Le terrain d'action d'Alter Public s'est aussi agrandi avec deux nouvelles missions de résorption de l'habitat insalubre irrémédiable (OPAH-RU) ; portant à onze le nombre d'OPAH-RU menée et pilotée par les équipes sur le territoire départemental.

**Anjou Portage Foncier
œuvre pour l'avenir**

Outil départemental, destiné aux collectivités locales pour faciliter l'acquisition de réserves foncières et leurs financements, Anjou portage foncier permet une veille foncière, une anticipation des futures opérations d'aménagement et une sécurisation du foncier pour les communes leur laissant le temps (10 ans) pour mûrir leurs projets. Avec 41 sites acquis depuis dix ans, cet outil a engendré la réalisation d'une cinquantaine de logements et l'ouverture de commerces.

159 M€

d'investissement
dans l'économie locale

62

installations de productions
d'énergies renouvelables
en service

21 M€

de foncier acquis



● Anjou numérique

Le syndicat exerce deux compétences : offrir une connexion très haut débit et accompagner le développement de nouveaux usages numériques.

Déploiement de la fibre optique

Les travaux sont réalisés dans le cadre d'une délégation de service public qui prévoit la construction, l'exploitation et la commercialisation du réseau de fibre optique sur le département (hors Angers Loire Métropole, l'agglomération du Choletais et la ville de Saumur).

Anjou Numérique propose un numéro vert accessible aux usagers 0 801 870 009. Il est complémentaire à celui des fournisseurs d'accès internet qui restent les premiers interlocuteurs en cas de pannes éventuelles.

Accompagnement aux usages numériques

Face à la dématérialisation généralisée des démarches et pour favoriser la montée en compétence des usagers, le syndicat a recruté sept conseillers numériques chargés de structurer une offre d'accompagnement numérique dans les territoires.

Chaque conseiller numérique est affecté à un EPCI (hors Angers Loire Métropole) et propose des ateliers gratuits et accessibles à tous, en lien avec les partenaires locaux.

Plus de 1200 ateliers collectifs ont été organisés depuis 2021 (prise en main des outils, cybersécurité, réseaux, messagerie, Santé, robotique...) pour des publics différents (seniors, jeunes, professionnels, public en insertion, publics handicapés...).

Développer une offre de service pour les collectivités

Le syndicat met en place une offre pour des territoires durables et connectés à destination des communes et prend en charge la gestion de leurs infrastructures de télécommunications. Il accompagne les communes concernées par la fermeture du réseau cuivre.

236 000

locaux raccordables,
99,6 % des prises

11 500

personnes accompagnées
en atelier numérique

● Anjou Théâtre

Anjou Théâtre est un Établissement public de coopération culturelle qui a pour mission de développer et de promouvoir la création, la diffusion et la pratique du théâtre dans le département.

Festival d'Anjou

Le Festival d'Anjou joue chaque année un rôle important dans la promotion de la scène française et le soutien à la création comme en témoignent les choix artistiques proposés par Jean Robert Charrier, son directeur artistique.

Chaque année, il s'attache à conserver une cohérence dans la construction de sa programmation alliant exigence, qualité de la mise en scène, mixte des répertoires, mixte du théâtre public et du théâtre privé, et pertinence vis-à-vis des publics visés.

Les spectacles sont programmés en plein air dans les plus beaux sites patrimoniaux et dans des salles de spectacle remarquables du Maine-et-Loire. Les registres proposés sont variés : du comique au tragique, du classique au contemporain, d'un seul en scène aux pièces chorales...

Gestion et animation du Château du Plessis Macé

Le château du Plessis-Macé est ouvert toute l'année pour :

- des visites patrimoniales
- des spectacles et des festivals
- l'accueil de scolaires
- des prestations entreprises
- des locations de salles

23 500

spectateurs
au Festival d'Anjou

11 500

visiteurs au Château
du Plessis Macé



● Anjou Tourisme

Anjou tourisme a pour mission de mettre en œuvre la politique touristique du Département.

Son Schéma départemental de développement touristique s'articule autour de quatre axes : transformer durablement, investir et développer, accompagner la transition numérique et affirmer le rayonnement autour de la marque Anjou.

Transformer durablement

Anjou tourisme a accompagné les opérateurs privés et les collectivités dans leur transition écologique ainsi que dans le développement des mobilités douces à travers différents dispositifs financiers du Département ainsi que du Fonds Tourisme durable de l'Ademe. L'agence a également accompagné les communes dans l'obtention du label « Villes et villages fleuris ». Quatre communes ont été proposées à la 1^{re} fleur par le jury départemental.

Développer l'offre touristique

Plus de 223 missions d'accompagnement en ingénierie touristique et de loisirs ont été réalisées par l'agence auprès des collectivités et des opérateurs privés. Plusieurs séminaires thématiques ont été organisés pour conseiller les collectivités et les opérateurs : séminaire des sports de nature et activités de plein air, séminaire des sites de visite du Département, rencontre « Villes & villages fleuris », etc.

Faire rayonner l'Anjou

Anjou tourisme a élaboré un plan de promotion et de communication pour renforcer la notoriété et l'attractivité de la destination. Une campagne de communication nationale a été élaborée en partenariat avec des partenaires publics et privés pour faire rayonner l'Anjou. Parallèlement, une stratégie de communication digitale et des actions presse ont été déployées pour promouvoir l'offre touristique du Département toute l'année.



378 K€

de soutien du Département en investissements touristiques aux collectivités et opérateurs privés

15 M

de vues de la campagne de communication nationale

● CAUE 49

La fonction principale du CAUE est d'améliorer le cadre et les conditions de vie des citoyens dans l'ensemble du département.

Ses missions s'exercent dans un principe d'impartialité, de neutralité, d'indépendance et dans un but désintéressé.

Conseil et accompagnement des maîtres d'ouvrage publics et privés

Avec 38 % de l'activité générale, l'action de conseil et accompagnement aux maîtres d'ouvrage publics et privés reste prépondérante et s'organise autour de trois champs : le conseil ponctuel non conventionné (1 %), l'accompagnement des politiques territoriales et partenariales (environ 2 %), les missions conventionnées d'études de faisabilité, de programmation et d'appui à l'organisation du recours à la maîtrise d'œuvre (33 %).

Cette dernière mission concerne principalement les maîtres d'ouvrage publics (communes et communautés de communes), mais aussi des maîtres d'ouvrage

privés (collèges et écoles privés) et se traduit par trois niveaux d'intervention : des études de diagnostic et de faisabilité, des études de programmation intégrant l'approche financière des opérations et l'appui au maître d'ouvrage dans l'organisation du recours à la maîtrise d'œuvre (procédure adaptée ou concours).

En 2024, les missions se sont réparties selon les domaines suivants : Architecture et patrimoine : 61 % - Urbanisme et aménagement : 35 % - Paysage : 4 %

De la programmation à la réalisation

Réalisations livrées issues d'études de programmation du CAUE 49 : la Maison de santé de Doué-en-Anjou (Cub Marchand), la Maison pluriprofessionnelle de santé de Bellevigne-les-Châteaux (RAUM) l'extension du pôle périscolaire d'Orée-d'Anjou (ATOME), un pôle enfance autour du lavoir à Orée-d'Anjou (Bigre Architecture), un habitat groupé senior à Louresse-Rochemenier (Atelier Sites et Projets), la gendarmerie de Beaucouzé (SABH Architecte), la place des diligences à Montsoreau (Le Vôte Paysage)...

16^e édition du Prix APERÇUS

Ce prix vise à mettre en valeur la création et l'innovation dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme et de l'aménagement en Maine-et-Loire. Il y a eu 60 candidatures, 11 mentions dont 2 mentions spéciales et 3 prix dans chacune des catégories Habitat social, Aménagement et Architecture.

Formation

La formation des élus, des maîtres d'ouvrage et des acteurs de l'aménagement du cadre de vie constitue une mission fondatrice.

65

sollicitations de maîtres d'ouvrage publics et privés

12,9 M€

d'investissements prévisionnels liés aux concours et procédures adaptées faisant suite à des accompagnements et études de programmation CAUE

● Inovalys

Inovalys est le fruit du regroupement des laboratoires publics départementaux de la Loire-Atlantique, du Maine-et-Loire, de la Sarthe, de l'Indre-et-Loire et du Morbihan. Ce regroupement a pris la forme juridique d'un Groupement d'intérêt public. Inovalys constitue l'un des plus grands laboratoires publics de France. Son siège social est à Angers. Il intervient pour des donneurs d'ordres publics et des clients du secteur privé.

Sa mission première est de garantir à ses clients un service de proximité, performant et compétitif, impartial et indépendant, dans les différents domaines.

Synergies des compétences et missions de service public

En se regroupant, les 5 laboratoires mettent en commun leurs secteurs d'intervention, mutualisent leurs savoir-faire scientifiques et leurs compétences attestées par de

nombreuses accréditations et agréments officiels. Les missions d'Inovalys s'exercent dans plusieurs domaines : la qualité et l'hygiène des aliments, le contrôle sanitaire des eaux, la santé animale, l'agriculture, la protection de l'environnement, la production agroalimentaire, l'œnologie et l'inspection en restauration collective et en remise directe.

Anticipation et gestion de crise

Particulièrement sollicité pendant les crises sanitaires et environnementales ou lors d'intoxications alimentaires, Inovalys a fait preuve d'une réactivité et d'une efficacité reconnue. Inovalys intervient également, de manière préventive, dans la lutte contre le moustique tigre et dans la surveillance de l'efficacité de la vaccination des canards contre le virus de la grippe aviaire.

Savoir-faire scientifique et économique

Le laboratoire est en capacité de

répondre aux attentes des clients privés et publics et de satisfaire toutes les demandes d'analyse, de prélèvement, d'inspection, d'expertise et de formation relevant de ses multiples domaines de compétence. Inovalys assure un maillage sanitaire territorial efficace et contribue, au travers de ses activités, au développement économique des territoires du grand Ouest.

560

scientifiques

6 M

d'analyses

20 000

clients

● Meldomys avec sa filiale Jaxed

Création de « Services en territoire »

« Services en territoires » est la nouvelle marque du groupe, destinée à la gestion et à l'administration des structures de services sur le territoire. Elle incarne une étape essentielle dans la diversification du groupe Meldomys en améliorant la structuration de ses activités. Le groupe cherche ainsi à répondre aux besoins variés des publics au sein de différents établissements, tels que des structures d'hébergement, des équipements de santé et des casernes de gendarmerie. Aujourd'hui ce sont 70 établissements qui sont gérés par ce service.

Vente de patrimoine : un levier d'investissement

119 familles sont devenues propriétaires d'un logement avec la filiale Jaxed proposant deux dispositifs d'accession. La location-accession permet d'acheter

un bien de manière progressive et sécurisée en bénéficiant d'avantages financiers importants : 70 accédants ont eu recours à la location-accession. Le second parcours résidentiel repose sur la vente de patrimoine issu du parc locatif permettant à l'accédant de bénéficier d'un logement clé en main à prix attractif. Pour Meldomys, les recettes issues des 49 ventes permettent de financer la construction de logements et les réhabilitations du parc existant.

Poursuite des engagements environnementaux

Meldomys poursuit la construction de logements en circuits courts, durables et performants. Le concept de la construction en bois répond au souhait de généraliser une démarche environnementale sur tous les projets. D'autres techniques viennent compléter ce modèle comme la mise en place d'une isolation laine de bois : un matériau biosourcé et recyclable aux qualités thermiques supérieures. 11 logements situés à Saint-Georges sur Loire ont bénéficié de ce mode constructif.

16 272

logements locatifs

359

logements livrés

791

logements locatifs réhabilités

● Maison départementale de l'autonomie - MDA

La MDA accompagne les personnes en perte ou en manque d'autonomie, quel que soit leur âge : enfants, adolescents, adultes, en situation de handicap et personnes âgées. Elle poursuit son engagement auprès des partenaires associatifs et institutionnels dans le cadre de l'amélioration du service rendu à l'utilisateur et les aidants.

La MDA est associée à la Réponse accompagnée pour tous organisée par le service de la Protection de l'enfance afin de répondre de façon co-constructive à ce public en double vulnérabilité. Elle concourt à la mise en œuvre de l'appel à candidatures lancé par le Département afin de développer des places et accompagnements pour les personnes en situation de handicap sur tout le territoire.

Accueil de proximité

Dans la continuité du Schéma de l'Autonomie et du projet

départemental, des temps de concertations en territoire ont été mis en place afin d'alimenter auprès des partenaires et des usagers les réflexions et travaux concernant l'amélioration de l'accueil, de l'information et de l'accompagnement du parcours des personnes en perte d'autonomie et de leurs aidants. Ces concertations vont se poursuivre sur les neuf EPCI du département jusqu'en juin 2025.

Site internet

Déploiement du nouveau site internet de la Maison Départementale de l'Autonomie afin de mieux correspondre aux attentes des personnes en situation de handicap et des personnes âgées dans leur recherche d'informations concernant notamment leurs droits.

Dématérialisation des dossiers

Lancement du projet de dématérialisation des dossiers arrivant à la MDA, afin de fluidifier le parcours des dossiers dans chaque service. Ce projet nécessite un changement d'outils de gestion

électronique des dossiers, mais aussi un changement de pratique des professionnels de la MDA et amène un réajustement des services.

10 470

accueils physiques

6 248

bénéficiaires de la Prestation de compensation du handicap (PCH)

6 416

bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (Apa) à domicile

● Parc départemental de l'Isle Briand

Espace naturel d'exception, le parc de l'Isle Briand est un lieu emblématique du sport équestre. Entre compétitions équestres de renom, événements culturels et engagements environnementaux, il fait rayonner son territoire bien au-delà de ses frontières.

Le Parc de l'Isle Briand labellisé

Le parc de l'Isle Briand a obtenu la labellisation EquuRES « Niveau 1 », récompensant ses actions en faveur d'une gestion plus durable. Gestion raisonnée de l'eau avec la subirrigation des carrières, préservation des haies et prairies pour la biodiversité, entretien écoresponsable des espaces naturels : autant d'initiatives qui font la différence. Plus de 75 % du foin consommé provient de moins de 80 km, les paddocks sont bordés de haies, et les visiteurs sont incités au covoiturage.

Une médaille d'argent olympique aux airs angevins

Le parc a vécu deux moments forts liés aux Jeux olympiques. La flamme olympique a traversé le site, portée par Nicolas Touzaint jusqu'à l'hippodrome, sous les acclamations du public. Un village d'animations sportives et culturelles a rassemblé petits et grands tout au long de la journée. L'équipe de France de concours complet a choisi le parc pour ses derniers entraînements avant les épreuves olympiques. Un moment privilégié pour le public venu observer les cavaliers en pleine préparation.

L'Anjou-Loire Challenge

Le parc et l'hippodrome ont célébré la 20^e édition de l'Anjou-Loire Challenge, la plus longue course d'obstacles au monde (7 300 m, 50 obstacles). Devant 20 000 spectateurs, la victoire d'Ever Forget Me a marqué cette édition anniversaire. Animations musicales, courses hippiques et feu d'artifice ont ponctué cette journée exceptionnelle, confirmant le parc comme un lieu incontournable des grands événements hippiques.

10 000

chevaux engagés sur les concours (+56 % en 5 ans)

165 000

vues sur les réseaux sociaux

44 000

spectateurs au Mondial du Lion



● Produit en Anjou

Produit en Anjou est une marque et un collectif engagé pour la promotion des produits, services et savoir-faire du Maine-et-Loire.

Foire d'Angers

Pour célébrer le centenaire de la Foire d'Angers, Produit en Anjou était présent sur 5 jours aux côtés d'une vingtaine d'entreprises adhérentes afin de valoriser et promouvoir les savoir-faire locaux. Un anniversaire plus que réussi avec plus de 40 000 visiteurs au compteur.

10 ans Produit en Anjou

Produit en Anjou a fêté ses 10 ans au cœur de Terra Botanica. Un anniversaire réunissant plus de 350 invités (entreprises adhérentes

et partenaires) qui a débuté par une table ronde autour des valeurs de l'association en compagnie des fondateurs et du dirigeant de Produit en Bretagne suivie par une conférence animée par Cyril Jamelot. Les invités se sont ensuite retrouvés autour d'un cocktail 100 % Produit en Anjou.

Marché de l'Anjou

Produit en Anjou a organisé la 6e édition de son événement emblématique « Le Marché de l'Anjou » qui a lieu pendant les Journées européennes du Patrimoine, place Michel Debré. Une vingtaine d'adhérents sont venus exposer leurs produits à cette occasion. Un espace de restauration a été installé autour des fouées du Moulin de Sarré et de la Confrérie du Sacavin.

250

entreprises adhérentes

550

produits labellisés

● Sdis 49

Le Sdis est l'établissement qui gère les sapeurs-pompiers. Il exerce des missions de prévention et d'évaluation des risques, de protection des personnes, de lutte contre l'incendie et de secours d'urgence.

Réorganisation interne

Le service a repensé son organisation fonctionnelle et territoriale. Cette réorganisation va permettre la mise en cohérence de l'organisation globale avec le projet d'établissement et une plus grande transversalité au sein de la structure. En parallèle, les sapeurs-pompiers professionnels seront recentrés sur leurs missions opérationnelles et d'expertise cœur de métier, et les fonctions supports ou à forte technicité seront ouvertes plus largement aux personnels des filières administratives et techniques.

Investissements dans les bâtiments

L'amélioration des conditions de travail constitue un engagement pluriannuel au travers d'actions de réfection, de réhabilitation, de sécurisation, d'entretien et d'aménagements des centres d'incendie et de secours, avec une enveloppe de 2 M€. Les comités de pilotage pour la réhabilitation des centres angevins et le Centre International de Séjour de

Saumur permettent de mener une réflexion approfondie sur les configurations de ces unités. Des actions poursuivies dans le respect d'un maillage territorial et d'un juste dimensionnement des unités, conformes aux orientations stratégiques des documents de référence.

Mixité statutaire

La mixité statutaire des CIS de Doué la Fontaine et Chemillé est consolidée par le déploiement de cette organisation au sein du CIS Baugé. Un recrutement de sapeurs-pompiers professionnels est en cours et des adaptations fonctionnelles devront être mises en œuvre. Ce programme pluriannuel répond à l'enjeu de mettre en place les éléments d'une réponse opérationnelle de proximité.

40 142

interventions

3 320

femmes et hommes



© Bertrand Béchard

● Terra Botanica

Terra Botanica est le premier parc à thème du végétal en Europe. Créé à l'initiative du Département, il est piloté par le Département et la ville d'Angers.

La Clairière aux animaux

Cinquante nouveaux animaux en liberté ont rejoint La Clairière aux animaux, un nouvel espace de plus de 5 000 m² entre sous-bois et prairies. Parmi les dizaines d'animaux, on peut approcher ou observer différentes espèces de vaches, chèvres, moutons, mais également des alpagas, cochons, lapins, poules, canards, dindes et autres volatiles. L'idée est de comprendre les liens et les interactions entre végétal et animal.

À travers cet espace, l'objectif est également de sensibiliser les visiteurs du parc à l'accueil d'animaux sauvages dans leur jardin en proposant différents types d'aménagements à reproduire chez soi à l'instar de dortoirs à chauves-souris, de nichoirs à écureuils ou bien encore d'abris et de passages sécurisés pour les hérissons. Il s'agira aussi d'expliquer aussi leur rôle essentiel pour réguler certains insectes nuisibles pour la flore.

La galerie des papillons

La galerie des papillons, contrairement à la serre tropicale de Terra Botanica qui accueille des papillons de tous les continents, abrite de mai à septembre des centaines de papillons de nos régions représentant une quarantaine d'espèces à l'instar

du Machaon, du Paon-du-jour ou encore du papillon flambé. Outre l'observation des papillons, le visiteur découvre dans cette volière de 300 m² quelles sont les plantes hôtes utiles à leur reproduction, tels que la petite oseille, l'ortie, le thym ou encore le prunellier, mais également les plantes nectarifères qui leur serviront de garde-manger comme la lavande, la valériane ou encore les lilas.

Renouvellement et création de spectacles vivants

Deux nouveaux spectacles sont proposés aux visiteurs. « Le labo magique » un spectacle de magie avec de nombreux illusions et rebondissements et « Le potager explosif », dans lequel les visiteurs partent à la rencontre d'un curieux chercheur et de sa découverte révolutionnaire : Le Germafissa.

Le groupe Lopping choisi pour reprendre la gestion du parc et assurer son développement

Afin d'assurer la croissance du parc, la gestion de l'établissement, (après avoir reçu une dizaine de candidatures) sera assurée par le groupe français Lopping. Ce dernier gère 19 parcs dans 8 villes européennes dont le Zoo de la Flèche (Sarthe) ou encore Planète sauvage (Loire-Atlantique). Le Département conservera la marque et la Ville restera propriétaire du site. Le futur investisseur s'engage ainsi à investir 59 M€ sur les premières années pour développer de nouvelles attractions et infrastructures.



587 000

visiteurs

13,3 M€

chiffre d'affaires

50000

visiteurs sur le parcours nocturne Terra Nocta

Informations financières

RÉALISATIONS BUDGÉTAIRES PAR COMPÉTENCES

| | Investissement | | | Fonctionnement | | |
|---|-------------------|-------------------|------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| | Dépenses | Recettes | Charge | Dépenses | Recettes | Charge |
| Commission autonomie | 2 802 959 | 0 | 2 802 959 | 226 100 075 | 67 641 017 | 158 459 058 |
| 1.1 - Autonomie des personnes âgées et leurs parcours résidentiels | 2 795 959 | 0 | 2 795 959 | 103 390 642 | 45 587 642 | 57 803 000 |
| 1.2 - Autonomie des personnes en situation de handicap et leurs parcours résidentiels | 0 | 0 | 0 | 116 784 220 | 18 408 289 | 98 375 931 |
| 1.3 - Développement de la politique autonomie en territoire | 0 | 0 | 0 | 5 906 714 | 3 645 087 | 2 261 627 |
| 1.4 - Subventions exceptionnelles | 7 000 | 0 | 7 000 | 18 500 | 0 | 18 500 |
| Commission Santé - Enfance - Famille | 16 950 | 0 | 16 950 | 175 728 812 | 5 239 410 | 170 489 402 |
| 2.1 - Prévention et promotion de la santé | 14 611 | 0 | 14 611 | 1 072 950 | 98 055 | 974 895 |
| 2.2 - Prévention et protection de l'enfance | 2 340 | 0 | 2 340 | 174 160 774 | 4 639 921 | 169 520 854 |
| 2.3 - Action sociale départementale | 0 | 0 | 0 | 368 087 | 501 434 | -133 347 |
| 2.4 - Subventions exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 127 000 | 0 | 127 000 |
| Commission Insertion - Habitat - Logement | 22 247 461 | 16 390 398 | 5 857 064 | 106 839 949 | 55 953 637 | 50 886 312 |
| 3.1 - Insertion | 72 754 | 0 | 72 754 | 99 976 317 | 53 270 950 | 46 705 367 |
| 3.2 - Logement | 0 | 0 | 0 | 4 963 515 | 1 188 057 | 3 775 458 |
| 3.3 - Habitat | 22 174 707 | 16 390 398 | 5 784 310 | 1 899 437 | 1 494 630 | 404 807 |
| 3.4 - Subventions exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 680 | 0 | 680 |
| Commission réussite éducative et sportive | 16 124 089 | 9 756 635 | 6 367 454 | 29 563 588 | 492 428 | 29 071 160 |
| 4.1 - Collèges | 16 115 118 | 9 756 635 | 6 358 483 | 26 102 489 | 468 762 | 25 633 726 |
| 4.2 - Education-Jeunesse | 0 | 0 | 0 | 1 439 684 | 3 666 | 1 436 018 |
| 4.3 - Sport | 8 971 | 0 | 8 971 | 2 013 515 | 20 000 | 1 993 515 |
| 4.4 - Subventions exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 7 900 | 0 | 7 900 |
| Commission culture et patrimoine | 890 606 | 0 | 890 606 | 4 652 856 | 251 216 | 4 401 640 |
| 5.1 - Une culture partagée avec l'ensemble des territoires | 11 730 | 0 | 11 730 | 703 615 | 39 205 | 664 410 |
| 5.2 - Une culture accessible pour tous | 0 | 0 | 0 | 902 454 | 51 211 | 851 243 |
| 5.3 - Une culture innovante et attractive | 79 734 | 0 | 79 734 | 2 458 175 | 145 022 | 2 313 153 |
| 5.4 - Un patrimoine sauvegardé et valorisé | 799 142 | 0 | 799 142 | 576 113 | 15 779 | 560 334 |
| 5.5 - Subventions exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 12 500 | 0 | 12 500 |

| | | | | | | |
|---|--------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| Commission attractivité et équilibre territorial | 34 234 900 | 1 604 665 | 32 630 236 | 9 504 381 | 3 458 170 | 6 046 210 |
| 6.1 - Mobilités | 29 295 252 | 1 600 315 | 27 694 937 | 5 482 944 | 2 095 723 | 3 387 221 |
| 6.2 - Développement | 4 587 021 | 0 | 4 587 021 | 1 450 412 | 1 271 537 | 178 875 |
| 6.3 - Tourisme | 352 628 | 4 350 | 348 278 | 2 548 798 | 90 910 | 2 457 887 |
| 6.4 - Subventions exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 22 227 | 0 | 22 227 |
| Commission transition écologique | 4 120 724 | 363 117 | 3 757 607 | 2 747 539 | 6 326 978 | -3 579 439 |
| 7.1 - Transition écologique et énergétique | 0 | 0 | 0 | 80 802 | 0 | 80 802 |
| 7.2 - Espaces Naturels Sensibles et biodiversité | 1 305 814 | 0 | 1 305 814 | 762 597 | 5 566 859 | -4 804 261 |
| 7.3 - Rivières et cycles de l'eau | 2 635 028 | 363 117 | 2 271 911 | 1 454 682 | 754 705 | 699 977 |
| 7.4 - Agriculture et alimentation | 179 882 | 0 | 179 882 | 447 458 | 5 415 | 442 043 |
| 7.5 - Subventions exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 0 | 2 000 |
| Commission Ressources | 8 191 076 | 129 785 | 8 061 291 | 143 221 498 | 16 824 157 | 126 397 341 |
| 8.1 - Ressources humaines, santé et prévention | 4 071 | 0 | 4 071 | 126 384 256 | 9 951 216 | 116 433 040 |
| 8.2 - Gestion immobilière | 5 359 982 | 114 895 | 5 245 087 | 5 250 717 | 5 789 333 | -538 615 |
| 8.3 - Logistique | 875 275 | 0 | 875 275 | 1 634 104 | 79 863 | 1 554 242 |
| 8.4 - Systèmes d'information | 1 836 629 | 14 890 | 1 821 739 | 3 889 081 | 108 849 | 3 780 232 |
| 8.5 - Communication | 56 402 | 0 | 56 402 | 1 678 745 | 390 673 | 1 288 072 |
| 8.6 - Assemblée | 762 | 0 | 762 | 2 545 563 | 659 | 2 544 905 |
| 8.7 - Affaires juridiques et documentation | 48 168 | 0 | 48 168 | 1 561 741 | 503 565 | 1 058 176 |
| 8.8 - Prospective et transformation de l'organisation | 9 788 | 0 | 9 788 | 277 290 | 0 | 277 290 |
| Commission Finances | 48 156 527 | 55 950 613 | -7 794 086 | 53 444 640 | 639 234 903 | -585 790 263 |
| 9.1 - Gestion des ressources | 0 | 13 296 148 | -13 296 148 | 11 369 224 | 635 439 357 | -624 070 133 |
| 9.2 - Gestion de la dette | 45 956 527 | 42 654 465 | 3 302 062 | 9 402 371 | 3 685 607 | 5 716 764 |
| 9.3 - Traitement les opérations comptables | 0 | 0 | 0 | 451 845 | 109 938 | 341 907 |
| 9.4 - Accompagnement des organismes satellites | 2 200 000 | 0 | 2 200 000 | 32 120 000 | 0 | 32 120 000 |
| 9.5 - Solidarités nationales et internationales | 0 | 0 | 0 | 33 100 | 0 | 33 100 |
| 9.6 - Subventions exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 68 100 | 0 | 68 100 |
| TOTAL | 136 785 293 | 84 195 212 | 52 590 081 | 751 803 337 | 795 421 917 | -43 618 579 |

COMPARAISON DES PRINCIPAUX RATIOS ENTRE LE DÉPARTEMENT DE MAINE-ET-LOIRE ET L'ENSEMBLE DES COLLECTIVITÉS DÉPARTEMENTALES (EN EURO PAR HABITANT)

| | Département de Maine-et-Loire CA 2023*» | Ensemble des départements (données CA 2022) | Département de Maine-et-Loire CA 2024**» | Ensemble des départements (données CA 2023) |
|---|---|---|--|---|
| Dépenses réelles de fonctionnement*/ population | 878,21 €/h | 960 €/h | 872,09 €/h | 979 €/h |
| Produit des impositions directes/population | 62,36 €/h | 65 €/h | 62,31 €/h | 59 €/h |
| Recettes réelles de fonctionnement/ population | 909,80 €/h | 1153 €/h | 915,34 €/h | 1091 €/h |
| Dépenses d'équipement brut/population | 110,96 €/h | 131 €/h | 65,17 €/h | 129 €/h |
| Encours de dette/population | 345,40 €/h | 497 €/h | 339,91 €/h | 479 €/h |
| Dotation globale de fonctionnement/ population | 111,48 €/h | 126 €/h | 111,33 €/h | 119 €/h |
| Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement* | 19,90% | 21,80% | 21,03% | 21,70% |
| Dépenses réelles de fonctionnement* et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement | | | | |
| | 100,80% | 87,90% | 99,57% | 94,40% |
| Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement | | | | |
| | 12,20% | 11,40% | 7,12% | 11,80% |
| Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement | 37,96% | 43,10% | 37,14% | 43,90% |

*Les dépenses réelles de fonctionnement intègrent la mise en réserve des DMTO pour un montant de 25 M€ (dépense budgétaire non décaissée)

**Les recettes réelles de fonctionnement intègrent la mobilisation de la réserve des DMTO pour un montant de 20,2 M€

